



Organisation
internationale
du Travail

A woman wearing a blue uniform, a colorful patterned headscarf, and glasses is working on solar panels. She is wearing yellow gloves and is focused on her task. The background shows a building with a red-tiled roof and green foliage.

► Promouvoir les emplois
et les compétences pour
une économie verte: un recueil
de pratiques prometteuses

- ▶ **Promouvoir les emplois
et les compétences pour
une économie verte: un recueil
de pratiques prometteuses**



Attribution 4.0 International (CC BY 4.0)

Cet ouvrage est soumis à une licence Creative Commons Attribution 4.0 International. Voir: creativecommons.org/licenses/by/4.0. L'utilisateur est autorisé à réutiliser et à partager (copier et redistribuer) l'ouvrage original ou à l'adapter (le remanier, le transformer ou s'en servir pour créer un nouveau produit) conformément aux termes de ladite licence. L'utilisateur doit clairement indiquer que l'OIT est la source de l'ouvrage et faire état de toute modification apportée au contenu original. L'utilisation de l'emblème, du nom et du logo de l'OIT n'est pas autorisée dans le cadre de traductions, d'adaptations ou d'autres œuvres dérivées.

Citations – L'utilisateur doit faire état de toute modification apportée à cet ouvrage. L'ouvrage doit être cité comme suit: *Promouvoir les emplois et les compétences pour une économie verte: un recueil de pratiques prometteuses*, Genève: Bureau international du Travail, 2025. © OIT.

Traductions – Si cet ouvrage fait l'objet d'une traduction, celle-ci doit comporter, outre la mention de la source de l'ouvrage original, la clause de non-responsabilité suivante: *Ceci est une traduction d'un ouvrage de l'Organisation internationale du Travail (OIT) protégé par le droit d'auteur. Cette traduction n'a pas été élaborée, révisée ou approuvée par l'OIT et ne doit pas être considérée comme une traduction officielle de cette dernière. L'OIT décline toute responsabilité quant au contenu ou à l'exactitude de cette traduction, qui n'engage que la responsabilité de son ou ses auteurs.*

Adaptations – Si cet ouvrage fait l'objet d'une adaptation, celle-ci doit comporter, outre la mention de la source de l'ouvrage original, la clause de non-responsabilité suivante: *Ceci est une adaptation d'un ouvrage de l'Organisation internationale du Travail (OIT) protégé par le droit d'auteur. Cette adaptation n'a pas été élaborée, révisée ou approuvée par l'OIT et ne doit pas être considérée comme une adaptation officielle de cette dernière. L'OIT décline toute responsabilité quant au contenu ou à l'exactitude de cette adaptation, qui n'engage que la responsabilité de son ou ses auteurs.*

Œuvres de tiers – La licence Creative Commons ne s'applique pas aux œuvres incluses dans cette publication qui ne relèvent pas du droit d'auteur de l'OIT. Lorsqu'une œuvre est attribuée à un tiers, l'utilisateur de l'œuvre est seul responsable d'obtenir les autorisations nécessaires auprès du détenteur des droits et sera tenu pour seul responsable en cas de violation alléguée.

Tout différend auquel la présente licence pourra donner lieu et qui ne pourra pas être résolu à l'amiable sera soumis à l'arbitrage conformément au Règlement d'arbitrage de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (CNUDCI). Les parties seront liées par toute sentence arbitrale rendue en tant que règlement définitif du différend.

Toute question concernant les droits et licences doit être envoyée à: rights@ilo.org. Des informations concernant les publications et les produits numériques de l'OIT peuvent être consultées à: www.ilo.org/publns.

ISBN: 9789220421055 (pdf Web)

DOI: <https://doi.org/10.54394/MIGA3834>

Également disponible en anglais: *Compendium of promising practices for the promotion of jobs and skills for a green economy*, ISBN 9789220419786 (pdf Web); espagnol: *Fomento del empleo y las competencias para una economía verde: un compendio de prácticas prometedoras*, ISBN 9789220421062 (web PDF)

Les désignations utilisées dans les publications et bases de données de l'OIT, qui sont conformes à la pratique de l'Organisation des Nations Unies, et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'OIT aucune prise de position quant au statut juridique de tout pays, zone ou territoire, ou de ses autorités, ni quant au tracé de ses frontières ou limites. Voir: www.ilo.org/deni-de-responsabilite.

Les opinions et vues exprimées dans la présente publication sont propres à son ou ses auteurs et ne reflètent pas nécessairement les opinions, les vues ou la politique de l'OIT.

La mention ou la non-mention de telle ou telle entreprise ou de tel ou tel produit ou procédé commercial n'implique de la part de l'OIT aucune appréciation favorable ou défavorable.

Remerciements

Le Recueil de pratiques prometteuses pour la promotion de l'emploi et des compétences pour une économie verte a été élaboré dans le cadre de l'initiative de l'OIT «G7 pour des emplois et des compétences vertes» qui accompagne les pays du G7 et l'UE dans leurs efforts pour **améliorer l'efficacité de l'aide au développement en faveur de la promotion de l'emploi et des compétences** pour les secteurs verts et de l'écologisation des secteurs traditionnels, en référence à l'engagement pris par les dirigeants du G7 (Elmau, juin 2022).

Le Recueil a été commandé et coordonné par Gaëla Roudy Fraser, de la Branche de l'Emploi, des Marchés du Travail et de la Jeunesse (EMPLAB), au sein du Département des Politiques de l'Emploi, de la Création d'Emplois et des Moyens de Subsistance de l'Organisation internationale du Travail (OIT). Sincères remerciements à Callie Ham (consultante) pour la documentation des pratiques et la coordination avec de multiples collaborateurs, à Carlotta Osti et Parna Bhattacharya (ILO EMPLAB) pour leurs contributions et révisions du document, à John Maloy (consultant) pour l'édition, Robert Meillier pour la traduction en français, et à Paola Bissaca et Luca Fiore (CIFOIT) pour le graphisme.

De nombreuses personnes et organisations partenaires ont répondu à l'appel à contributions. Nous remercions pour leur contribution et leur collaboration Kim Cacace Pinto, Kirsten Freimann, Eddy Oloo, Camila Silva et Milica Vukadinovic de la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ). Giulia Orlandi, Rebecca Vergine, et Federico Pucillo (Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale de l'Italie), Sonia Garcia (Ambassade du Canada au Guatemala), Marie-Hélène Gagnon (SOCODEVI, Honduras) et José Ramone Morales (Affaires Mondiales Canada, Honduras).

Nos remerciements s'adressent à nos collègues de l'OIT pour leur soutien et leurs contributions, notamment à Ny Aina Tsiferanirina (CO-Antananarivo), Hideki Kagohashi (CO-Manille), Amaal Bani Awwad et Mohammed Abdulameer (RO-Etats Arabes/DWT-Beyrouth), Joaquin Etonera Hormaeche (CO-Buenos Aires), Koffi Marcos Ngoran (CO-Abidjan), Tahmina Mahmud et Ekaterina Chubarova (ENTREPRISES), Hae Kyeung Chun (SKILLS), Audrey Goetz (DCSU) et Anna Roeland (DEVINVEST).

Cette publication a été élaborée avec le soutien du Ministère Fédéral Allemand de la Coopération Economique et du Développement (BMZ) par l'intermédiaire de la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ).

Table des matières

Remerciements	iii
Abréviations et acronymes	vii
Définitions clés	viii
Introduction	1
1. Cohérence des politiques pour une économie verte riche en emplois	5
Argentine	6
Élaboration de politiques pour des marchés du travail plus verts et plus inclusifs	6
Côte d'Ivoire	10
Aligner le dialogue politique et social pour une transition juste	10
2. Des compétences pour un marché du travail plus vert	15
Kenya	16
Promouvoir les compétences en matière de gestion et de recyclage des déchets électroniques en fonction de la demande	16
Afrique du Sud	20
Une double approche de formation pour développer les compétences pour une économie verte	20
Vietnam	24
Réformer la formation technique et professionnelle pour une transition juste.....	24
Côte d'Ivoire	28
Renforcer les capacités institutionnelles et une main-d'œuvre qualifiée pour une transition vers une énergie propre	28
3. Entreprises vertes et développement durable des marchés	33
Bosnie-Herzégovine	35
Tourisme durable pour la croissance verte sur les sentiers de la Via Dinarica	35
Guatemala	38
Les femmes et les jeunes stimulent la croissance économique grâce à l'agriculture durable	38
Honduras	41
Agriculture intelligente face au climat et développement coopératif inclusif	41
Kenya	44
Mécanisme de mini-réseau vert pour des emplois verts et l'accès à l'énergie	44
Afrique Subsaharienne, Amérique Latine et Caraïbes	47
Des financements innovants pour les emplois verts et le développement durable.....	47

4. Relance et résilience pour un avenir vert	51
Madagascar	53
L'écologies au service de l'emploi et de la résilience des communautés	53
Philippines	56
De la récupération au développement avec une production durable de noix de coco	56
Irak	60
Renforcer la résilience par le biais de politiques et de financements en faveur des emplois verts et de l'entrepreneuriat	60

Abréviations et acronymes

BMZ	Ministère Fédéral Allemand pour la Coopération économique et le Développement
Le CO2	Dioxyde de carbone
DSPP	Projet pilote de système double (Afrique du Sud)
UE	Union Européenne
FCDO	Bureau des Affaires Etrangères et du Commonwealth (Royaume-Uni)
GIZ	Agence allemande de coopération internationale
GJAM-CI	Modèle d'évaluation des emplois verts pour la Côte d'Ivoire
Installation GMG	Installation de mini-réseaux verts Kenya
MPME	Micro, petites et moyennes entreprises
CDN	Contribution déterminée à l'échelle nationale
SST	La sécurité et la santé au travail
PAGE	Partenariat pour l'action en faveur de l'économie verte
Le PUE	Utilisation productive de l'énergie
ODD	Objectif de développement durable
Les PME	Petites et moyennes entreprises
EFTP	L'enseignement et la formation techniques et professionnels

Définitions clés

Travail décent: L'OIT définit le travail décent comme la possibilité pour les femmes et les hommes d'obtenir un travail décent et productif dans des conditions de liberté, d'équité, de sécurité et de dignité humaine. Il s'agit notamment d'un revenu équitable, de la sécurité sur le lieu de travail, de la protection sociale, de meilleures perspectives de développement personnel et d'intégration sociale, de la liberté pour les personnes d'exprimer leurs préoccupations, de s'organiser et de participer aux décisions qui affectent leur vie, et de l'égalité de chances et de traitement pour toutes les femmes et tous les hommes.¹

Économie verte: Selon le Programme des Nations Unies pour l'Environnement, une économie verte est une économie à faible émission de carbone, efficace dans l'utilisation des ressources et socialement inclusive.² Une transition verte fait généralement référence à une transition vers une économie verte.

Emplois verts: Emplois décents qui contribuent à la préservation ou à la restauration de l'environnement. Pour l'OIT, les emplois verts répondent à trois critères:

- ces emplois sont liés à la production de biens et de services environnementaux (secteur environnemental) ou à des processus environnementaux (écologisation des industries et secteurs traditionnels et utilisation plus efficace des ressources naturelles);
- ces activités se déroulent au-delà d'un seuil défini d'effort ou de temps; et
- ces emplois répondent aux critères du travail décent.³

Transition juste: Selon la résolution adoptée lors de la 111e Session de la Conférence Internationale du Travail (2023), «une transition juste promeut des économies écologiquement durables d'une manière inclusive, en créant des opportunités de travail décent, en réduisant les inégalités et en ne laissant personne de côté»,⁴ sur la base d'un dialogue social efficace et dans le respect des droits de l'homme et des principes et droits fondamentaux au travail.

¹ OIT, «[Travail décent](#)».

² PNUE, «[Économie verte](#)».

³ OIT, *Manuel sur la mesure des emplois et des compétences verts pour les emplois verts: suivi, évaluation et apprentissage*, 2025.

⁴ OIT, [Résolution concernant a just transition towards environmentally sustainable economies and societies for all](#), ILC.111/Resolution V, 2023.

Introduction

Les changements climatiques et environnementaux provoqués par l'intensification de la production et de la consommation humaines ont des effets considérables sur les économies, sur la dynamique du marché du travail et sur le bien-être des populations, en plus de leur impact sur les écosystèmes critiques. Les impacts physiques de la dégradation de l'environnement et du changement climatique affectent de nombreux secteurs et érodent la capacité des communautés et des travailleurs à maintenir des moyens de subsistance décents, en particulier dans les pays en développement. Plus de 1,2 milliard d'emplois dépendent directement de la gestion efficace et de la durabilité d'un environnement sain.⁵

Des initiatives politiques telles que l'Accord de Paris (2015) dans le cadre de la Convention-Cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), le Programme de Développement Durable à l'horizon 2030 et le Cadre Mondial pour la Biodiversité de Kunming-Montréal (2022) ont formulé des réponses mondiales et nationales à ces défis. Au niveau national, les engagements climatiques et environnementaux se traduisent par des politiques et des mesures visant à encourager une production et une consommation durables et à faible émission de carbone, ainsi qu'à soutenir la résilience des communautés. Les investissements des secteurs public et privé s'efforcent de s'adapter à l'évolution de l'environnement politique et de la demande du marché. La transition vers des économies plus vertes touche tous les secteurs et nécessite non seulement de nouvelles technologies et de nouveaux processus de production, mais aussi des marchés du travail efficaces et des mesures de mise en œuvre du changement, telles que des systèmes et des institutions de promotion de l'emploi, de développement des entreprises, de développement des compétences et de protection sociale.

Le concept de transition juste prend en compte à la fois les opportunités qui peuvent être offertes par le passage à des sociétés et des économies plus durables, ainsi que les défis à relever pour garantir des possibilités de travail décent et pour que personne ne soit laissé de côté. Dans le cadre de leur engagement à promouvoir une transition juste, les dirigeants du Groupe des Sept (G7) se sont engagés en 2022 à façonner la transition vers des économies et des sociétés carboneutres et positives pour la nature de manière à promouvoir **le travail décent pour tous, l'inclusion sociale, l'éradication de la pauvreté et à veiller à ce que personne ne soit laissé de côté**. À l'époque, les dirigeants du G7 s'étaient engagés à augmenter, d'ici 2025, la part de l'aide publique au développement de leur pays consacrée aux programmes de promotion de **l'emploi et des compétences dans les secteurs verts et à l'écologisation des secteurs traditionnels**, en s'alignant sur les stratégies des pays partenaires émergents et en développement et sous réserve des processus budgétaires du G7.

À l'appui de ces engagements, les ministres du Développement du G7 ont demandé à l'OIT de suivre les progrès accomplis dans la mise en œuvre de cet engagement.⁶ Dans le cadre de sa réponse, l'OIT a documenté une série de pratiques mises en œuvre avec le soutien des pays du G7 et de l'Union européenne (UE) qui ont fait leurs preuves dans la promotion des emplois verts et des compétences pour les emplois verts. L'ensemble est présenté dans ce *Recueil de Pratiques Prometteuses pour la Promotion d'Emplois et de Compétences Verts pour une Economie Verte*.

⁵ OIT, *Emploi et questions sociales dans le monde 2018: Ecologisation grâce aux emplois*, 2018.

⁶ À propos de l'initiative: [G7 Green: Support to improve the effectiveness of development assistance in green jobs and skills](#)

Le recueil vise à éclairer la programmation du G7 et d'autres donateurs engagés dans des programmes de coopération technique et financière avec des pays partenaires dans le contexte de l'action climatique et de la résolution des défis environnementaux et de biodiversité. Il fournit des exemples pratiques d'interventions qui:

- 1. démontrent la preuve de son impact dans la promotion des emplois verts et/ou des compétences pour les emplois verts;**
- 2. répondent à des critères de qualité; et**
- 3. soutiennent une transition juste.**

Chaque cas met en évidence au moins un élément qui améliore la qualité du programme, tel qu'une solide base de données factuelles, l'innovation, la génération de synergies positives, la promotion de la cohérence des politiques, la pertinence, la durabilité et l'évolutivité. Chaque cas met également en évidence les contributions à au moins une approche inclusive, qu'il s'agisse de:

- la prise en compte de l'égalité des sexes;
- l'inclusion des groupes difficiles à atteindre et/ou les plus vulnérables;
- la participation et la représentation; ou
- la protection sociale.

En proposant des études de cas sur la manière dont les emplois verts et les compétences pour les emplois verts ont été promus avec succès par le G7, on espère que le *Recueil des pratiques prometteuses* soutiendra également l'apprentissage et le partage pour les praticiens travaillant avec les gouvernements, les partenaires sociaux, le secteur privé, les établissements d'enseignement et de formation, les services de l'emploi, les organisations non gouvernementales et la société civile.

Thème	Pays		Nom du cabinet
Thème 1: Cohérence des politiques pour une économie riche en emplois	Argentine		Élaboration de politiques pour des marchés du travail plus verts et plus inclusifs
	Côte d'Ivoire		Aligner le dialogue politique et social pour une transition juste
Thème 2: Compétences pour un marché du travail plus vert	Kenya		Promouvoir les compétences en matière de gestion et de recyclage des déchets électroniques en fonction de la demande
	Afrique du Sud		Une double approche de formation pour développer les compétences pour une économie verte
	Vietnam		Réformer la formation technique et professionnelle pour une transition juste
	Côte d'Ivoire		Renforcer les capacités institutionnelles et une main-d'œuvre qualifiée pour une transition vers une énergie propre
Thème 3: Entreprises vertes et développement durable des marchés	Bosnie-Herzégovine		Tourisme durable pour la croissance verte sur les sentiers de la Via Dinarica
	Guatemala		Les femmes et les jeunes stimulent la croissance économique grâce à l'agriculture durable
	Honduras		Agriculture intelligente face au climat et développement coopératif inclusif
	Kenya		Mécanisme de mini-réseau vert pour des emplois verts et l'accès à l'énergie

Thème	Pays	Nom du cabinet
	Afrique subsaharienne, Amérique latine et Caraïbes 	Des financements innovants pour des emplois verts et le développement durable
Thème 4: Relance et résilience pour un avenir vert	Madagascar 	L'écologie au service de l'emploi et de la résilience des communautés
	Philippines 	De la récupération au développement avec une production durable de noix de coco
	Irak 	Renforcer la résilience par le biais de politiques et de financements en faveur des emplois verts et de l'entrepreneuriat

1

Cohérence des politiques pour une économie verte riche en emplois

Une transition juste vers une économie verte nécessite des politiques qui alignent la durabilité environnementale sur les prérogatives économiques et sociales. Dans ce paysage politique, les objectifs en matière d'emploi – en particulier en ce qui concerne les emplois verts – font partie intégrante des stratégies climatiques et environnementales, des stratégies économiques et sectorielles et d'autres cadres politiques. Certains gouvernements ont pris des mesures pour favoriser une croissance verte riche en emplois par le biais d'une série de mesures visant à encourager la création d'emplois et les investissements dans les secteurs verts et dans les processus d'écologisation, et ont ouvert la voie au dialogue social pour promouvoir un accès plus équitable aux avantages du développement durable.

Cette section explore les efforts politiques innovants de l'Argentine et de la Côte d'Ivoire, dont les gouvernements ont fait progresser l'emploi vert par le biais de stratégies nationales qui illustrent comment ces principes de cohérence des politiques peuvent être mis en pratique. En Argentine, le Programme National pour les Emplois Verts s'est appuyé sur des évaluations sectorielles et des politiques actives du marché du travail pour promouvoir la création d'emplois verts en tenant compte des groupes vulnérables. En Côte d'Ivoire, l'Initiative pour une Transition Juste a intégré le dialogue social dans les processus de politique climatique par le biais d'une Commission dédiée à la transition juste afin d'aligner les stratégies gouvernementales liées au travail, à la protection sociale et à l'environnement. Ces deux cas montrent comment une coordination institutionnelle forte, un dialogue tripartite et des politiques fondées sur des données peuvent renforcer les marchés du travail et soutenir une transition juste.

Pays		Critères de qualité	Approche inclusive
Argentine		► Fondé sur des données probantes ► Évolutivité	Participation et représentation
Côte d'Ivoire		► Cohérence des politiques ► Fondé sur des données probantes	Inclusion des personnes difficiles à atteindre et/ou les plus vulnérables

Argentine

Élaboration de politiques pour des marchés du travail plus verts et plus inclusifs

Points clés

Le Programme National pour les Emplois Verts de l'Argentine, élaboré avec le soutien des Partenariats pour l'Action en faveur d'une Economie Verte (PAGE) de l'OIT, combine des évaluations sectorielles de l'impact sur le travail et des réformes actives de la politique du marché du travail pour créer des emplois verts, avec un soutien inclusif aux groupes vulnérables et un suivi systématique.

La création d'un Conseil Consultatif National sur les Emplois Verts a permis de s'assurer que les politiques en matière d'emplois verts sont fondées sur le dialogue social et qu'elles sont bien intégrées dans le cadre politique national.

L'utilisation de l'Observatoire National de l'Emploi et du Développement des Entreprises pour suivre et rendre compte de l'évolution de l'emploi vert dans tous les secteurs et toutes les données démographiques a permis d'adopter une approche fondée sur les données pour éclairer les stratégies et mesurer les progrès.

La combinaison d'un soutien financier direct pour les demandeurs d'emploi et d'incitations fiscales pour les employeurs des secteurs verts a créé une voie pratique et incitative pour accélérer la croissance de l'emploi vert tout en assurant une large participation dans tous les secteurs.

Programme/projet

► Programme National pour les Emplois Verts

Secteurs

Tous

Organisations responsables

Le PAGE de l'OIT est financé par:

- Le Ministère fédéral Allemand de l'Environnement et de la Protection des consommateurs (BMUV);
- La Commission européenne;
- Le Ministère Norvégien du Climat et de l'Environnement,
- L'Agence Suédoise de Coopération Internationale pour le Développement;

- Le Secrétariat d'Etat à l'Economie Suisse (SECO);
- Le Ministère de l'Environnement de la République de Corée;
- Le Ministère Luxembourgeois de l'Environnement, du Climat et du Développement durable; et
- Le Ministère Finlandais des Affaires étrangères

Dates actives

► 2019–2024



Aperçu du pays

L'Argentine est de plus en plus touchée par le changement climatique, avec des inondations, des sécheresses et des vagues de chaleur plus fréquentes et plus intenses qui perturbent l'activité économique et les moyens de subsistance. L'économie du pays dépend fortement des ressources naturelles, l'agriculture représentant à elle seule 54% des exportations totales. Les pertes liées au climat sont déjà importantes, les dommages agricoles annuels causés par le stress hydrique étant estimés à 2,1 milliards de dollars et les pertes d'actifs liées aux inondations à 1,4 milliard de dollars.⁷

Selon les estimations de 2022 du Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, l'emploi vert enregistré dans le secteur privé représentait 778 900 emplois, et cet emploi croît à un rythme plus rapide que les autres types d'emplois. Cependant, la répartition entre

⁷ Banque mondiale, [Country Climate and Development Report: Argentina](#), Novembre 2022.

les sexes dans l'emploi vert était fortement biaisée, avec seulement 16% de femmes contre 84% d'hommes.⁸

En tant que troisième économie d'Amérique latine, avec des ressources substantielles dans les domaines de l'énergie, du gaz, du lithium, de l'agriculture et d'un secteur industriel diversifié, l'Argentine est bien placée pour générer des emplois verts. Cependant, des défis persistent pour assurer l'inclusion dans les opportunités d'emplois verts, en particulier pour les groupes vulnérables tels que les travailleurs informels, les femmes, les jeunes et les travailleurs peu qualifiés. Les programmes publics d'emploi n'ont que partiellement abordé les défis du marché du travail, tels que les niveaux élevés d'informalité et la précarité des conditions de travail dans de nombreux secteurs verts. Les politiques ne s'adaptent pas encore aux changements climatiques et environnementaux, en particulier pour ce qui est de s'attaquer aux impacts sur l'emploi des transformations dans le secteur de l'énergie. En outre, le lourd taux d'endettement du pays rend plus difficile la mise en œuvre de politiques clés pour le développement industriel, l'innovation verte et la protection sociale. Ces défis risquent d'aggraver l'inégalité des revenus et la fragmentation du marché du travail, et soulignent la nécessité d'adopter des approches globales, inclusives et bien financées pour une transition juste.



La pratique en action

L'approche de l'Argentine en matière de promotion de l'emploi vert a impliqué un processus collaboratif en plusieurs étapes soutenu par PAGE Argentine. La première étape, soutenue par le Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité Sociale (MOLES), a consisté à mettre en place un système de suivi de l'emploi vert en suivant des indicateurs clés (tels que le sexe, l'âge, l'éducation) au sein du système de sécurité sociale. Ces données ont été intégrées dans l'Observatoire National de l'Emploi et du Développement des Entreprises, ce qui a permis un suivi et un compte rendu précis à l'échelle nationale sur le développement des emplois verts. Cela a été élargi par la formation de fonctionnaires du Ministère du Travail, du Ministère de l'Environnement, de la Banque Centrale et de l'Institut National de la Statistique, et a ainsi soutenu la capacité institutionnelle pour l'évaluation des emplois verts.

Ensuite, des scénarios d'impact sur la main-d'œuvre ont été créés pour évaluer le potentiel d'emploi dans des secteurs alignés sur les engagements climatiques de l'Argentine, tels que les biocarburants, l'électromobilité et l'hydrogène. Ces scénarios prévoyaient un total de 14 286 nouveaux emplois verts nets d'ici 2030⁹ et ont aidé à définir les secteurs et les emplois verts à prioriser dans le nouveau Plan national pour les Emplois Verts.

Les secteurs prioritaires – l'agroforesterie, l'énergie (électricité et carburants), les transports, l'industrie, les infrastructures et la santé – ont été sélectionnés en fonction de leur empreinte carbone et de leur empreinte emploi importante. Cette approche a pris en compte à la fois l'intensité de la main-d'œuvre et les émissions de gaz à effet de serre, sur la base des contributions déterminées au niveau national (CDN) de l'Argentine, afin de déterminer où l'action climatique et la création d'emplois peuvent progresser ensemble.

Le Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale a ensuite évalué ses politiques actives du marché du travail (PAMT) existantes, ce qui a conduit à des réformes dans le cadre de la Résolution Ministérielle n° 82/2023 concernant un Programme d'Emplois Verts. Le programme prévoyait de fournir un soutien financier direct aux demandeurs d'emploi,

⁸ Argentine, ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, «[Sistema de indicadores sobre empleo verde](#)», fichier Excel, octobre 2023, consulté en mai 2025.

⁹ Carlos A. Romero et al., «[Contribuciones determinadas a nivel nacional \(NDC\) y empleo: Análisis de escenarios futuros posibles y su impacto sobre el mercado de trabajo en Argentina](#)» (OIT, 2022).

d'offrir des incitations fiscales aux employeurs des secteurs verts, de mettre à jour les programmes publics de compétences et de développement et de créer un Conseil Consultatif National tripartite pour les Emplois Verts afin de suivre, d'évaluer et d'orienter la mise en œuvre du programme. Cet effort coordonné, ainsi que les initiatives de renforcement des capacités dans les institutions concernées, ont jeté les bases d'un développement durable du marché du travail axé sur l'inclusion, en particulier pour les groupes vulnérables comme les jeunes, les femmes et les travailleurs informels.



L'impact en un coup d'œil

Dès 2024, les résultats suivants ont été obtenus:

- Sur la base de la Stratégie de Promotion des Emplois Verts et de scénarios d'impact sur le travail, le Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale a lancé le Programme National pour les Emplois Verts en février 2023, qui promeut la création d'emplois verts et l'activité économique à faible impact sur l'environnement et une efficacité accrue des ressources naturelles.
- Le Conseil Consultatif National tripartite sur les Emplois Verts a été créé, réunissant des ministères de tutelle, des syndicats, des chambres de commerce, des organisations de la société civile, des instituts techniques et des représentants de l'économie sociale.
- Une Stratégie Nationale sur l'Hydrogène, éclairée par les scénarios d'impact sur la main-d'œuvre de l'initiative, souligne l'importance de la requalification et de la réaffectation de la main-d'œuvre pour une transition réussie. L'économie argentine de l'hydrogène devrait générer plus de 13 000 emplois de qualité d'ici 2030 et plus de 82 000 d'ici 2050,¹⁰ ce qui témoigne de la nécessité d'investir tôt dans la préparation de la main-d'œuvre. La Stratégie donne la priorité au développement de parcours de formation et de certification spécifiques à l'industrie de l'hydrogène, à la définition de nouveaux profils professionnels et à l'alignement des systèmes d'enseignement et de formation techniques et professionnels (EFTP) sur les normes internationales.
- L'Argentine a explicitement inclus la transition juste et les emplois verts dans sa CDN (2021), avec des secteurs prioritaires inclus dans ses plans d'atténuation et d'adaptation. Les secteurs ont été sélectionnés sur la base des scénarios d'évaluation des emplois verts de l'OIT.
- Au-delà des mesures politiques: Plus de 700 petites et moyennes entreprises (PME) ont reçu des formations en ligne et sur place sur l'efficacité énergétique et l'économie circulaire, et 49 négociateurs syndicaux ont acquis la capacité d'intégrer les principes de transition équitable dans les conventions collectives.



Pourquoi ça marche

✓ Des données probantes

En développant des indicateurs d'emplois verts aux niveaux national et sectoriel, ainsi qu'une modélisation de scénarios de travail sensibles au genre, le programme a permis une prise de décision fondée sur des données probantes pour les CDN et les secteurs spécifiques qui influencent les politiques. Ces méthodologies ont été présentées en août 2024 lors du lancement par l'OIT et la Banque Interaméricaine de Développement du Centre Régional pour

¹⁰ Argentine, Secrétariat aux affaires stratégiques, [National Strategy for the Development the Hydrogen Economy](#), 2023.

l'Evaluation et les Emplois Verts (GJAM) en Colombie. Le pôle vise à renforcer les capacités régionales en Amérique latine et dans les Caraïbes en matière d'élaboration de politiques vertes du marché du travail et d'outils d'évaluation adaptés.

✓ Évolutivité et réplication

Au cours du dernier trimestre de 2023, le Programme National pour l'Emploi Vert a été étendu aux niveaux infranationaux grâce au renforcement des capacités des Bureaux de l'Emploi locaux, ce qui a permis une mise en œuvre sur le terrain. À l'avenir, le Plan National pour l'Emploi Vert vise à cibler des secteurs et des industries spécifiques au sein de regroupements économiques régionaux, tels que le pétrole et le gaz, les énergies renouvelables, les mines et les systèmes agroalimentaires. Pour ce faire, il mettra en place des centres de compétences public-privé adaptés aux économies régionales émergentes, favorisant la croissance des emplois verts et le développement des compétences dans ces secteurs clés.



Approche inclusive

✓ Participation et représentation

L'une des caractéristiques les plus remarquables du Plan National pour l'Emploi Vert est sa mise en œuvre collaborative par le Conseil Consultatif National pour la Promotion des Emplois Verts. Dirigé par le Secrétariat à l'Emploi, ce conseil comprend un large éventail de parties prenantes: partenaires sociaux tripartites (représentant le gouvernement, les travailleurs et les employeurs), représentants de l'économie sociale, des chambres de commerce, des instituts techniques, des universités, des services de vulgarisation agricole et de la société civile. Cette large implication garantit que de multiples perspectives sont intégrées dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques d'emploi vert.



Ressources

- ▶ OIT, «[PAGE: Hacia una economía verde e inclusiva en Argentina](#)».
- ▶ Argentine, Gouvernement argentin, «[Empleo Verde](#)».
- ▶ PAGE Argentine, *Elaboración de una estrategia de promoción del empleo verde*, Avril 2022.
- ▶ Argentine, Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, [Caracterización y evolución del Empleo Verde en Argentina](#), Novembre 2023.



Contact

Tahmina Mahmud, mahmud@ilo.org

Côte d'Ivoire

Aligner le dialogue politique et social pour une transition juste

Points clés	
Le projet Dimension Sociale de la Transition Écologique , soutenu par un partenariat France-OIT, s'est efforcé de mettre en place des politiques d'emploi inclusives qui ont été éclairées et soutenues par le Modèle d'Évaluation des Emplois Verts de la Côte d'Ivoire et la Stratégie Nationale de Promotion des Emplois Verts.	Un Répertoire sur les Emplois et les Compétences Verts a été élaboré pour aider les institutions d'EFTP à améliorer leurs programmes de formation. Le projet a également aidé les coopératives agricoles à résoudre les problèmes d'approvisionnement en énergie et de déchets agricoles par le biais d'une initiative pilote visant à produire du biogaz et du biochar.
Programme/projet	Secteurs
► Projet Dimension Sociale de la Transition Écologique	Tous
Organisations responsables	
► Ministère Français du Travail, des Relations sociales, de la Famille, de la Solidarité et de la Ville; ► OIT.	
Partenaires de mise en œuvre en Côte d'Ivoire	
► Ministère de l'Emploi et de la Protection Sociale; ► Ministère de l'Environnement, du Développement Durable et de la Transition Juste; ► Ministère de la Planification et du Développement; ► Ministère de l'Economie et des Finances; ► L'Université Nangui Abrogoua;	► Les syndicats (FESACI; UNARTCI, UGTCI HUMANISME et CISL-DIGNITE); ► Les organisations patronales (CEGCI et FIPME); ► L'Union des villes et municipalités de Côte d'Ivoire; et ► Association des Régions et Districts de Côte d'Ivoire.
Dates actives	
► 2021–2024	



Aperçu du pays

La Côte d'Ivoire est de plus en plus vulnérable aux impacts du changement climatique, notamment à la hausse des températures, aux précipitations irrégulières et à l'érosion côtière. Ces défis environnementaux menacent des secteurs économiques clés, en particulier l'agriculture, qui est principalement alimentée par les cultures pluviales et emploie 48% de la population.¹¹ La Côte d'Ivoire s'est fixé des objectifs ambitieux pour réduire ses émissions de gaz à effet de serre de plus de 30%¹² et porter la part des énergies renouvelables à 42% d'ici 2030¹³ grâce à un processus de transition à la fois socialement inclusif et économiquement viable.

¹¹ OIT, «[IProfils de pays LOSTAT](#)», consulté en 2025. Données récupérées pour la Côte d'Ivoire.
¹² PNUD, «[Climate Promise: Côte d'Ivoire](#)».
¹³ IFC, [Unlocking Private Investment: A Roadmap to Achieve Côte d'Ivoire's 42 Percent Renewable Energy Target by 2030](#), 2018.



- *Les responsables des coopératives de producteurs de manioc participent à une formation sur le biochar à Bouaké et Yamoussoukro, Côte d'Ivoire..*



La pratique en action

Lors du Sommet des Nations Unies sur l'Action Climatique de 2019, la Côte d'Ivoire s'est associée à 45 pays pour s'engager à intégrer l'équité sociale dans les politiques climatiques. Le projet Dimension Sociale de la transition juste a été lancé dans le cadre du partenariat France-OIT 2020-2024 pour soutenir ce processus.

Le projet comportait deux volets visant à mettre en œuvre des changements politiques et institutionnels. Le premier visait à renforcer les capacités de recherche et le développement de modèles économiques intégrés pour éclairer les politiques publiques, tandis que le second soutenait la formulation de politiques, le dialogue social et la mise en œuvre par le biais d'initiatives pilotes.

Dans le cadre du premier volet, l'OIT a facilité l'élaboration du Modèle d'Évaluation des Emplois Verts pour la Côte d'Ivoire (GJAM-CI), outil de modélisation économique conçu pour estimer l'impact de différents scénarios politiques sur l'emploi. Le modèle a évalué les effets directs et indirects sur l'emploi dans les secteurs clés, en tenant compte du sexe et de l'âge. Cet outil a informé les partenaires gouvernementaux sur les résultats attendus des politiques en matière d'emploi, afin d'améliorer leur conception et donc de mieux soutenir la création d'emplois.

Deuxièmement, le projet a facilité l'élaboration d'une Stratégie Nationale de Promotion des Emplois Verts en partenariat avec le Ministère de l'Environnement, du Développement Durable et de la Transition Ecologique, le Ministère de l'Emploi et de la Protection Sociale et le Ministère de l'Enseignement Supérieur, et soutient sa mise en œuvre. La stratégie recommandait d'intégrer les compétences pour des emplois verts dans les programmes nationaux de formation. À la demande du Ministère de l'Emploi et de la Protection Sociale, le projet a élaboré un répertoire sur les emplois et les compétences verts en vue d'aider les institutions d'EFTP à améliorer leurs programmes de formation. L'annuaire facilite également l'identification des déficits de compétences dans des secteurs clés pour la transition, tels que la gestion des déchets et l'énergie, en vue d'adapter les systèmes de formation aux besoins futurs du marché du travail.

De plus, le projet a soutenu les coopératives agricoles par le biais d'une initiative pilote établissant la production de biogaz et de biochar¹⁴ comme solutions prometteuses pour fournir de l'énergie aux producteurs à domicile et dans leurs entreprises et pour réduire les déchets de résidus de manioc. L'initiative a permis de former 30 dirigeants de coopératives dans les régions de Gbêke et de Bélier à la production de biogaz et de biochar à partir de déchets agricoles de manioc.



L'impact en un coup d'œil

- La Stratégie Intégrée de Promotion des Emplois Verts et le GJAM-CI ont été lancés pour guider le développement de la main-d'œuvre et les décisions stratégiques.
- Un Répertoire National des Emplois Verts et des Compétences a été élaboré pour le Ministère de l'Emploi et de la Protection Sociale afin de cartographier les possibilités d'emplois verts et les compétences requises.
- Une Commission pour une Transition Juste a été créée au sein du Conseil National du Dialogue Social afin de favoriser la collaboration entre le gouvernement, les employeurs et les travailleurs. Au total, 25 représentants syndicaux siègent à la Commission.
- Plus de 20 ateliers de renforcement des capacités sur la politique climatique et la transition juste ont mobilisé 700 participants directs et 1 500 autres parties prenantes indirectes. Parmi les participants figuraient des responsables gouvernementaux, des syndicats et des représentants de la société civile.
- Au-delà des mesures politiques: Plus de 30 dirigeants de coopératives, principalement des femmes, ont été formés à la production de biochar et de biogaz à partir de déchets de manioc.



Pourquoi ça marche

✓ Cohérence des politiques

Le projet a favorisé l'intégration des politiques en alignant les cadres du marché du travail sur les politiques climatiques. La collaboration entre plusieurs ministères, dont le Ministère de l'Environnement, du Développement Durable et de la Transition Juste et le Ministère de l'Emploi et de la Protection Sociale, a permis de s'assurer que les stratégies d'emploi soutenaient les objectifs environnementaux et qu'il y avait un alignement entre le Plan National de Développement, la Stratégie Nationale de Promotion des Emplois Verts et la CDN de la Côte d'Ivoire. De plus, le Comité de Pilotage national a assuré une surveillance continue, assurant la cohérence entre les secteurs.

¹⁴ Le «biochar» est une forme de charbon de bois créée à partir de la biomasse qui est destinée à un usage organique, comme dans l'amélioration des sols.

✓ Des données probantes

Le projet a démontré une approche fondée sur des données probantes grâce à l'élaboration et à l'application de GJAM-CI, qui a projeté les impacts sur l'emploi de différents scénarios politiques. Cet outil a fourni des informations fondées sur des données pour éclairer les politiques publiques, en veillant à ce que les stratégies d'emploi soient alignées sur les objectifs environnementaux. En outre, le projet a mené des études liant les politiques de transition juste aux mécanismes de protection sociale, en fondant davantage ses initiatives sur la recherche. La création d'un Répertoire National des Emplois et des Compétences Verts a également reflété une stratégie fondée sur des données probantes en cartographiant les possibilités d'emploi et les compétences.



Approche inclusive

✓ Inclusion des personnes difficiles à atteindre et/ou les plus vulnérables

La Stratégie Intégrée de Promotion des Emplois Verts visait à rendre accessibles à tous les possibilités de formation et d'emploi dans le domaine de l'économie verte. La formation de plus de 30 dirigeants de coopératives – principalement des femmes – à la production de biogaz et de biochar a été un résultat direct de la stratégie, soulignant l'accent mis par le projet sur l'autonomisation des communautés marginalisées en leur offrant des possibilités de subsistance durables.



Ressources

Page web du projet: OIT, «[La dimension sociale de la transition écologique](#)».



Contact

Ekaterina Chubarova, chubarova@ilo.org

2 Des compétences pour un marché du travail plus vert

Les établissements d'enseignement et de formation techniques et professionnels (EFTP) jouent un rôle crucial pour doter la main-d'œuvre des compétences nécessaires à une transition juste. Dans divers contextes, les programmes d'EFTP s'adaptent de plus en plus aux exigences des économies vertes en intégrant les technologies d'énergie renouvelable, les mesures d'efficacité énergétique et la gestion durable des ressources dans leurs programmes. Ces efforts aident à combler l'écart entre les engagements stratégiques et les besoins du marché du travail en favorisant la collaboration entre les établissements d'enseignement, les intervenants de l'industrie et les organismes gouvernementaux.

Cette section met en évidence les pratiques prometteuses en matière de compétences axées sur les EFTP pour la promotion des emplois verts, en s'appuyant sur des études de cas au Kenya, en Afrique du Sud, au Viet Nam et en Côte d'Ivoire. Chaque cas démontre comment des programmes de formation adaptés, des partenariats industriels solides et des réformes systémiques contribuent à la préparation de la main-d'œuvre dans les énergies renouvelables, les infrastructures durables et la gestion de l'environnement, mettant ainsi en évidence des voies innovantes qui soutiennent une transition juste.

Pays		Critères de qualité	Approche inclusive
Kenya		► Cohérence des politiques ► Pertinence	Participation et représentation
Afrique du Sud		► Évolutivité ► Innovation	Tenir compte de l'égalité des sexes
Vietnam		► Évolutivité ► Durabilité	Tenir compte de l'égalité des sexes
Côte d'Ivoire		► Pertinence ► Cohérence des politiques	Tenir compte de l'égalité des sexes

Kenya

Promouvoir les compétences en matière de gestion et de recyclage des déchets électroniques en fonction de la demande

Points clés

Le **projet Boîte à Outils EFP** a aidé le Kenya à développer son secteur de la gestion des déchets électroniques en renforçant les capacités des micro, petites et moyennes entreprises (MPME) en matière de gestion des déchets électroniques et de sécurité et de santé au travail (SST) à l'aide d'une méthodologie de «formation des formateurs».

L'intervention a aidé les MPME, en particulier les jeunes, à trouver un emploi en tant que techniciens en déchets électroniques dans un secteur nouveau et en pleine croissance.

En associant une formation technique à une formation en matière de SST, l'intervention a contribué à des conditions de travail plus sûres, établissant ainsi une norme industrielle pour le travail décent dans un nouveau secteur.

Programme/projet

- Projet de boîte à outils pour l'enseignement et la formation professionnels (EFP)

Secteur

Gestion des déchets électroniques

Organisations responsables

- UE;
- Ministère Fédéral Allemand de la Coopération Economique et du Développement (BMZ);

- Agence Allemande de Coopération Internationale (GIZ).
- Autorité Nationale de Formation Industrielle du Kenya (NITA).

Dates actives

- 2021–2023



Aperçu du pays

Le Kenya génère 51 300 tonnes métriques de déchets électroniques chaque année, mais seulement 1% est officiellement collecté et recyclé.¹⁵ Alors que l'utilisation des appareils électroniques augmente et que le Kenya intensifie ses efforts pour gérer les déchets électroniques de manière durable, la création d'un système de recyclage écologique et sûr est cruciale pour parvenir à une économie circulaire. Les déchets électroniques contiennent non seulement des matériaux précieux, mais aussi des substances dangereuses telles que le mercure, le plomb et le cadmium. Si elles ne sont pas correctement manipulées, ces toxines peuvent contaminer le sol, les cours d'eau et l'air, ce qui pose de graves risques pour l'environnement et les communautés.

¹⁵ Kenya, Autorité nationale de gestion de l'environnement, [Press Release on the Inaugural e-Waste Conference Held](#), Octobre 2023.



La pratique en action

La boîte à outils EFP est une initiative collaborative qui a soutenu les systèmes d'EFTP afin de stimuler l'employabilité et de favoriser une croissance économique inclusive. Elle a offert le soutien d'experts, des outils et des financements pour aligner les programmes de formation sur les demandes du marché. L'initiative a mis l'accent sur les groupes marginalisés, en faisant participer le secteur privé et en faisant la promotion du développement durable.

Au Kenya, la Boîte à Outils EFP a cherché à faire progresser les objectifs du pays en matière de déchets électroniques en dotant les travailleurs, en particulier les jeunes, de compétences spécialisées dans la gestion et le recyclage des déchets électroniques. Ce faisant, l'initiative visait non seulement à atténuer les risques environnementaux et sanitaires, mais aussi à débloquer des opportunités d'emploi décent, favorisant ainsi la durabilité économique et environnementale du secteur.

En collaboration avec la NITA et des partenaires clés du secteur privé, le projet a codéveloppé le premier programme de gestion des déchets électroniques d'Afrique. Dans le cadre d'un modèle de «formation des formateurs», 21 formateurs ont été équipés pour enseigner des compétences ciblées aux jeunes et aux collecteurs de déchets électroniques, notamment sur le démontage d'appareils électroniques, l'identification et le recyclage des composants réutilisables et l'élimination sécuritaire des matières dangereuses. Les participants ont également reçu une formation sur la sécurité et la santé au travail (SST), la protection de l'environnement et les compétences générales, jetant ainsi les bases d'investissements durables dans le secteur.

Afin de renforcer les capacités et le développement des PME, le projet a aidé les microentreprises à promouvoir l'emploi indépendant dans le sous-secteur des déchets électroniques et a fourni aux centres d'EFTP du matériel de formation essentiel. L'une des principales réalisations a été d'aider le Centre de Gestion des Déchets d'Equipements Electriques et Electroniques (DEEE) à ouvrir une nouvelle installation de collecte des déchets électroniques et à former son personnel aux technologies avancées de gestion des déchets.

Le projet a également renforcé le dialogue public-privé en renforçant le Comité de Pilotage National sur les Déchets Electroniques. Cette plateforme a rassemblé des parties prenantes publiques, privées et académiques pour plaider en faveur de politiques d'économie circulaire, ce qui a abouti à des recommandations concrètes soumises à la NITA. Ces efforts ont contribué collectivement à la mise en place d'un système de gestion des déchets électroniques respectueux de l'environnement, économiquement viable et socialement inclusif au Kenya.



L'impact en un coup d'œil

À la fin de l'intervention, les résultats suivants avaient été obtenus:

- En renforçant les capacités de cinq centres locaux d'EFTP et de formateurs, le projet a permis à 406 stagiaires, dont 168 femmes, d'acquérir des compétences spécialisées et des certifications dans le domaine de la collecte et du traitement des déchets électroniques, améliorant ainsi leur employabilité et favorisant l'inclusion des sexes dans un secteur traditionnellement dominé par les hommes.
- Au total, 343 personnes ont trouvé un nouvel emploi ou un emploi stable en tant que techniciens-déchets électroniques. Ces professionnels sont désormais en mesure de démonter, de remettre à neuf et de revendre des composants électroniques, contribuant ainsi à la transition du Kenya vers une économie circulaire tout en générant des moyens de subsistance durables.



► *Apprenti technicien en déchets électroniques recevant une formation en SST et technique.*

- En établissant et en renforçant des partenariats et un dialogue public-privé, le projet a permis d'accroître la sensibilisation et la collaboration au sein de l'écosystème des déchets électroniques. Il s'agissait notamment d'impliquer les secteurs formel et informel, ce qui a permis d'améliorer la coordination des politiques, d'améliorer l'alignement sectoriel et d'établir les bases d'un système de gestion des déchets électroniques plus durable et inclusif.



Pourquoi ça marche

✓ Cohérence des politiques

Le projet s'inscrit dans le cadre de l'engagement du Kenya en matière de gestion de l'environnement, en particulier de sa [Stratégie Nationale de Gestion des Déchets Electroniques \(2019-2024\)](#). Reconnaisant le potentiel du secteur à stimuler l'emploi et à promouvoir la durabilité environnementale, le projet a joué un rôle clé dans la promotion d'une économie circulaire, en soutenant l'utilisation efficace des ressources et en minimisant les déchets.

✓ Pertinence

Alors que le Kenya passe au statut de pays à revenu intermédiaire et élevé, l'utilisation des appareils électroniques augmente rapidement, ainsi que le besoin de solutions innovantes et durables pour gérer le volume croissant de déchets électroniques. Ce projet a directement répondu à ce besoin en formant les travailleurs à recycler les précieux composants des déchets électroniques et à assurer l'élimination sûre et appropriée des matières dangereuses. Ce faisant, l'initiative a non seulement atténué les risques environnementaux, mais a également contribué à la création d'une économie circulaire, transformant un défi pressant en une opportunité de croissance durable et de création d'emplois.



Approche inclusive

✓ Participation et représentation

Le projet a renforcé les partenariats entre les parties prenantes publiques et privées du secteur des déchets électroniques au Kenya. Il a comblé une lacune majeure en intégrant le secteur de l'EFTP dans le Comité de Pilotage National sur les Déchets Electroniques, améliorant ainsi la coordination entre le développement des compétences et les besoins de l'industrie.

Des partenariats solides ont été formés avec des acteurs formels tels que le Centre DEEE et des groupes informels tels que l'Initiative sur les Déchets Electroniques du Kenya. Une collaboration précoce avec la NITA a permis d'accréditer rapidement le programme d'études sur les déchets électroniques, en alignant la formation sur les normes nationales. Ces efforts ont permis de créer une base plus inclusive et coordonnée pour la gestion durable des déchets électroniques au Kenya.



Ressources

4. Vet Toolbox, [«Promouvoir les compétences en matière de gestion et de recyclage des déchets électroniques en fonction de la demande au Kenya»](#).



Contact

GIZ «Secteur Projet Promotion de l'Emploi dans la Coopération pour le Développement»
employment@giz.de, BMZ Division 104 «Emploi Décant» rl104@bmz.bund.de

Afrique du Sud

Une double approche de formation pour développer les compétences pour une économie verte

Points clés	
L'Initiative Développement des Compétences pour une Economie Verte II (SD4GE) et celle qui lui a succédé, L'Initiative Développement des Parcours de Carrière pour l'Emploi (CPD4E) , ont promu le développement des compétences vertes grâce à une double approche qui combine l'enseignement théorique dans les établissements d'EFTP et une formation pratique en cours d'emploi en collaboration avec des partenaires industriels.	En collaboration avec les institutions d'EFTP, les parties prenantes de l'industrie et les autorités sectorielles de l'éducation et de la formation (SETA), ces initiatives ont mis à jour les programmes de formation et développé de nouvelles qualifications adaptées aux marchés verts émergents. L'initiative soutient la transition juste en Afrique du Sud en améliorant les perspectives d'emploi des jeunes et des femmes dans l'économie verte émergente.
Programmes/projets	Secteur
► L'Initiative de Développement des Compétences pour une Economie Verte II (SD4GE), ► L'Initiative de Développement des Parcours Professionnels pour l'Emploi (CPD4E)	Énergies renouvelables
Organisations responsables	
► BMZ; ► Secrétariat d'Etat Suisse à l'Economie (SECO); ► GIZ;	► Le Ministère Sud-Africain de l'Enseignement Supérieur et de la Formation; ► L'Initiative nationale des entreprises.
Dates actives	
► SD4GE: 2018-2022 et CPD4E: 2022-2025	



Aperçu du pays

L'Afrique du Sud est très vulnérable au changement climatique, avec la hausse des températures, les sécheresses prolongées et les événements météorologiques extrêmes plus fréquents affectant des secteurs clés tels que l'eau, l'agriculture et l'énergie. Le rapport 2024 sur l'état de l'action climatique du pays indique que les températures nationales moyennes ont déjà augmenté de plus de 1,5°C depuis l'ère préindustrielle (au-dessus de la moyenne mondiale), ce qui pose de graves risques pour la sécurité alimentaire et hydrique.¹⁶ Le pays est également fortement dépendant du charbon, ce qui rend une transition juste essentielle pour respecter ses engagements climatiques.

L'Afrique du Sud est confrontée à une crise du chômage persistante, avec un nombre particulièrement élevé de jeunes sans emploi, sans éducation ni formation (NEET). Une pénurie d'énergie persistante, allant de 4 000 à 6 000 mégawatts,¹⁷ a entraîné des années de pannes de courant à l'échelle nationale, qui se sont brièvement atténuées en 2024 mais ont repris en 2025.

¹⁶ Afrique du Sud, Commission présidentielle sur le climat, [The State of Climate Action in South Africa: Priorities for Action for the Government of National Unity](#), 2024.

¹⁷ Vumani Mkhize, ["South Africa Power Cuts: Why the Lights Keep Going Out"](#), BBC, 8 Novembre 2022.

Le pays dépend du charbon pour environ 85% de son électricité, ce qui fait de la compagnie publique d'électricité d'Afrique du Sud (Eskom) l'une des plus polluantes au monde.¹⁸ Il y a une pression croissante pour s'éloigner de la dépendance aux combustibles fossiles dans le cadre des efforts mondiaux de décarbonisation, et l'Afrique du Sud devra combler son déficit énergétique tout en gérant une transition juste, défi qui devient de plus en plus urgent compte tenu des difficultés actuelles d'Eskom.

Pour relever ces défis, l'Initiative de Développement des Compétences pour une Economie Verte II (SD4GE) a été lancée en 2018 et est ensuite devenue l'Initiative de Développement des Parcours Professionnels pour l'Emploi (CPD4E) afin de combler le fossé entre la formation technique et les opportunités d'emploi dans les secteurs verts de l'Afrique du Sud.



La pratique en action

En partenariat avec le ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Formation, la National Business Initiative et d'autres parties prenantes, les initiatives SD4GE et CPD4E ont introduit une méthode de formation en alternance dans le cadre du Double Projet Pilote de Système (DSPP). Ce modèle, qui s'est ensuite étendu au projet de centre de spécialisation et est devenu une initiative gouvernementale phare, combinait: (i) la prestation d'un enseignement théorique dans les établissements d'EFTP; et (ii) une formation pratique en cours d'emploi en collaboration avec des partenaires de l'industrie. La collaboration avec des intervenants du secteur privé a facilité l'apprentissage pratique dans des domaines tels que l'énergie renouvelable, la fabrication durable et l'efficacité énergétique, en harmonisant le développement des compétences avec la demande du marché du travail.

L'un des principaux objectifs de ces initiatives était l'amélioration des programmes d'études, grâce à une étroite collaboration avec les institutions d'EFTP, les partenaires industriels et les autorités sectorielles de l'éducation et de la formation (SETA). Cet effort a permis de mettre à jour les programmes de formation existants et les qualifications adaptées au marché de l'emploi vert. L'entrepreneuriat a également été encouragé par le mentorat et la formation commerciale pour les PME et les travailleurs autonomes, favorisant ainsi la diversification de l'économie locale.

En collaboration avec l'OIT, les initiatives ont mené des recherches sur le marché du travail pour anticiper les tendances de l'emploi et formuler des recommandations politiques en faveur d'une transition juste. Ces résultats ont éclairé les stratégies gouvernementales en matière d'emploi visant à favoriser une main-d'œuvre durable.

Ensemble, les initiatives SD4GE et CPD4E ont établi un modèle évolutif de développement de la main-d'œuvre qui soutient la transition économique de l'Afrique du Sud tout en s'attaquant aux défis persistants du chômage.

¹⁸ AIE Bioénergie, "[Implementation of Bioenergy in South Africa – 2024 Update](#)", 2024.



L'impact en un coup d'œil

En 2022, le programme SD4GE II avait atteint les objectifs suivants:

- 60% des premiers participants au DSPP ont réussi leur transition vers l'emploi.
- 42% des participantes ont trouvé un emploi dans le cadre du programme.
- 357 entreprises ont participé au programme de formation en alternance.
- 2 678 stagiaires se sont inscrits à différentes formations.
- 213 enseignants et formateurs en entreprise (82 femmes) ont suivi une formation axée sur la durabilité.
- 100 enseignants et 214 mentors ont suivi une formation de sensibilisation au genre.
- 95 enseignants de l'EFTP ont suivi un programme d'enseignement et d'apprentissage à distance mis en place pour soutenir les collègues pendant la pandémie de COVID-19.
- Plus de 100 managers ont été formés par l'Université de Pretoria en collaboration avec l'Université Technique de Munich.
- 810 jeunes Sud-Africains (dont 486 femmes) ont eu recours à des services d'appui tenant compte des sexospécificités, telles que la formation de préparation à l'emploi et l'élaboration de concepts commerciaux.

À ce jour, la phase CPD4E du projet a permis d'obtenir les résultats suivants:

- 468 enseignants (41% de femmes) ont reçu une formation en mentorat et/ou en technologie des énergies renouvelables.
- Plus de 1 200 jeunes (dont 61% de femmes) ont participé au projet dans le but d'améliorer leur transition vers l'emploi.
- Les conférenciers et les mentors se sont inscrits auprès d'associations commerciales et professionnelles afin de soutenir le développement professionnel continu dans les métiers respectifs.



Pourquoi ça marche

✓ Évolutivité

Le DSPP a jeté les bases de l'expansion de la méthodologie de formation en alternance dans le système d'EFTP de l'Afrique du Sud. Cinq processus de formation duale de base ont été adaptés et institutionnalisés, assurant ainsi leur intégration à long terme. Cela a ouvert la voie au projet de grande envergure des Centres de Spécialisation, qui continue de s'étendre. Ces centres sont aujourd'hui des centres de connaissances bien établis, jouant un rôle clé dans la mise en œuvre de la reconversion et du perfectionnement à l'appui d'une transition juste en Afrique du Sud.

✓ Innovation

L'initiative combinait une formation professionnelle axée sur la demande avec des services d'aide à l'emploi et des programmes de développement des entreprises. Il a introduit de nouveaux modèles de formation technique en matière d'énergie renouvelable et d'efficacité énergétique, tout en encourageant la collaboration entre l'industrie et les prestataires de services d'éducation afin d'améliorer la pertinence des programmes d'études. L'approche a également mis l'accent sur l'apprentissage numérique et les méthodologies de formation interactives.



- *Apprenti installant des panneaux solaires lors d'un programme de formation aux compétences vertes.*



Approche inclusive

✓ Tenir compte de l'égalité des sexes

Le projet a spécifiquement conçu des interventions pour encourager la participation des jeunes femmes aux programmes d'EFTP, en leur offrant une orientation professionnelle et un mentorat sur mesure pour les aider à naviguer dans des secteurs traditionnellement dominés par les hommes.



Ressources

- Allemagne, GIZ, "[Promoting Employment in an Increasingly Green Economy: Career Path Development for Employment \(CPD4E\)](#)".
- Allemagne, GIZ, "[Skills Development for a Just Transition](#)", Décembre 2023.



Contact

Kirsten Freimann, kirsten.freimann@giz.de (chef de projet en Afrique du Sud)

GIZ «Secteur Projet Promotion de l'Emploi dans la Coopération pour le Développement»
employment@giz.de, BMZ Division 104 «Emploi Décant» rl104@bmz.bund.de

Vietnam

Réformer la formation technique et professionnelle pour une transition juste

Points clés

Le **Programme de Réforme de l'Enseignement et de la Formation Techniques et Professionnels au Viêt-Nam** promeut la formation aux compétences environnementales et numériques, en équipant les travailleurs pour des secteurs clés tels que l'énergie, la foresterie et la gestion des eaux usées afin de favoriser la double transition verte et numérique du Viêt-Nam.

Il favorise les partenariats entre les décideurs politiques, les entreprises et les institutions d'EFTP afin de créer un système d'EFTP plus flexible et équitable qui garantit une formation inclusive et axée sur la demande.

Le programme encourage la participation des femmes et des personnes handicapées à la formation grâce à la fourniture d'outils numériques et de bourses.

Programme/projet

- Programme de Réforme de l'Enseignement et de la Formation Techniques et Professionnels au Viet Nam

Secteurs

Énergie; Sylviculture; Industrie du bâtiment durable; Gestion des eaux usées; Technologies environnementales.

Organisations responsables

- BMZ;
- GIZ;
- Banque de Développement KfW (phases I - II).

Partenaires collaborateurs au Viet Nam:

- Ministère du Travail, des Invalides et des Affaires sociales;
- Ministère de l'Éducation et de la Formation (MEF).

Dates actives

- Phase I: 2010-2014
- Phase II: 2014-2020
- Phase III: 2024-2027



Aperçu du pays

Le Viet Nam est très vulnérable au changement climatique, avec l'élévation du niveau de la mer, l'augmentation de la fréquence des typhons, la chaleur extrême et l'augmentation des sécheresses qui menacent l'agriculture, les infrastructures et la santé humaine. Le niveau de la mer devrait augmenter jusqu'à 0,9 mètre dans les zones vulnérables du Vietnam, le delta du Mékong risquant de perdre 47% de ses terres et de déplacer jusqu'à 5 millions de personnes.¹⁹

Le Viet Nam est l'une des économies à la croissance la plus rapide d'Asie, une trajectoire qui s'accompagne d'une forte consommation de ressources et d'importants défis environnementaux et climatiques. Cette croissance rapide souligne le besoin urgent de main-d'œuvre qualifiée pour soutenir la transition du pays vers une économie plus verte.

¹⁹ Viet Nam, Gouvernement du Viet Nam, *Viet Nam NAP 2021–2030 with Vision to 2050*, Novembre 2024.

Le système d'EFTP du Viet Nam est essentiel à la réalisation d'une transformation socialement juste et durable. Cependant, la coopération entre les institutions d'EFTP et le secteur des entreprises est incohérente, et le réseau d'EFTP n'a pas la capacité et l'efficacité nécessaires pour soutenir une transformation verte et numérique à grande échelle.



La pratique en action

Le Programme de Réforme de l'Enseignement et de la Formation Techniques et Professionnels (EFTP) au Viet Nam, qui en est à sa troisième phase, a accompli des progrès significatifs dans la modernisation du système d'EFTP afin de soutenir une transition sociale, écologique, numérique et équitable. En collaboration avec la Direction de l'Enseignement et de la Formation Professionnels, le programme s'appuie sur des travaux antérieurs menés avec 11 collèges d'EFTP pour aider un total de 30 établissements d'EFTP à dispenser une formation axée sur la demande. L'objectif est de doter les travailleurs de compétences environnementales et numériques pertinentes pour des secteurs tels que l'énergie, la foresterie, les technologies du bâtiment, la transformation numérique et les technologies environnementales.

Le programme a aidé les établissements d'EFTP à aligner la formation sur les besoins de l'industrie, en intégrant des outils numériques et des pratiques vertes. Le renforcement de la coopération avec les entreprises a élargi les possibilités d'apprentissage en milieu de travail et les qualifications reconnues par les employeurs. Les programmes ont également été mis à jour pour inclure des méthodes d'enseignement inclusives et sensibles au genre, améliorant ainsi l'accès des femmes et des groupes vulnérables.

► Apprentissage d'installation de panneaux solaires.



En outre, le programme a fourni des conseils politiques aux institutions d'EFTP sur la reconnaissance internationale de la certification de la formation et a encouragé la mobilité des travailleurs qualifiés, aidant ainsi les diplômés à accéder à un emploi stable et pertinent. En conséquence, les établissements d'EFTP sont désormais mieux équipés pour répondre à la demande du marché du travail, les employeurs signalant que les diplômés entrent sur le marché du travail avec des compétences prêtes à l'emploi.



L'impact en un coup d'œil

En 2025, les objectifs suivants ont été atteints:

- Sept programmes de formation ont été élaborés en collaboration avec des organisations d'employeurs sur la base des normes internationales du travail et ont été dispensés dans des collèges d'EFTP partenaires. Des formations supplémentaires de courte durée sur les énergies renouvelables ont été introduites pour les techniciens.
- 98 formateurs et coordinateurs ont été équipés pour dispenser des formations en entreprise.
- Depuis 2017, plus de 200 ateliers et formations ont été dispensés à plus de 5 000 membres du personnel de l'EFTP afin d'améliorer leurs compétences théoriques, pratiques, pédagogiques et d'évaluation.
- Plus de 40 000 stagiaires ont été formés chaque année dans 11 écoles partenaires.
- Plus de 70% des diplômés en formation ont trouvé un emploi dans les six mois.
- 92% parmi plus de 100 entreprises interrogées ont confirmé que les diplômés possédaient les compétences professionnelles requises.
- Plus de 180 experts et gestionnaires d'établissements d'EFTP et du MoLISA ont contribué à la réforme du système d'EFTP et à l'élaboration du cadre juridique.



Pourquoi ça marche



Évolutivité et réplcation

L'évolutivité du projet a été démontrée par la large diffusion et l'accessibilité de ses programmes et ressources de formation. Sept programmes de formation nouvellement élaborés ont été adoptés par huit autres instituts d'EFTP au Viet Nam. Un module interprofessionnel sur les compétences pour les emplois verts, couvrant la protection de l'environnement, l'efficacité énergétique et l'efficacité des ressources, a été distribué à 37 instituts d'EFTP et à plus de 300 membres du personnel. En outre, quatre cours d'apprentissage en ligne hébergés sur une plateforme gratuite de gestion de l'apprentissage ont fourni une formation sur les compétences numériques et écologiques, les compétences de formation en entreprise et l'enseignement inclusif. Ces cours ont touché plus de 13 150 utilisateurs en anglais et en vietnamien.



Durabilité

La viabilité à long terme du programme repose sur une collaboration renforcée entre les décideurs politiques, les institutions d'EFTP et les entreprises afin d'aligner la formation sur la demande du marché du travail. Des programmes d'études nouvellement élaborés intégrant des compétences environnementales et numériques préparent les travailleurs aux industries émergentes du futur. L'impact du programme est évident: les diplômés obtiennent des emplois stables liés à la formation et les employeurs confirment la pertinence de leurs qualifications. Globalement, ces résultats démontrent la pertinence

du programme pour soutenir la transition du Viêt-Nam vers un avenir vert, socialement juste et économiquement durable.



Approche inclusive

✓ Prise en compte de l'égalité des sexes

Le programme a mis au point une *Boîte à Outils pour l'Accessibilité Numérique* afin d'améliorer l'apprentissage des stagiaires ayant des besoins divers.²⁰ La boîte à outils offre des conseils pratiques sur la création de contenus numériques accessibles, le choix de plateformes d'apprentissage inclusives et l'adaptation des méthodes d'enseignement pour soutenir les apprenants en situation de handicap. Codéveloppée avec des institutions d'EFTP, des organisations de personnes handicapées et des partenaires gouvernementaux, la boîte à outils promeut les principes de conception universelle et intègre l'inclusion numérique dans la formation et la MISE EN œuvre des programmes d'études. Le programme a également renforcé la communication sensible au genre et les pratiques de gestion des stagiaires dans les collèges d'EFTP, contribuant ainsi à des environnements d'apprentissage plus inclusifs. Cela a été réalisé, en partie, grâce à l'élaboration du premier cours de formation mixte du Viet Nam pour les enseignants de l'EFTP sur les méthodes d'enseignement inclusives.

Des initiatives de sensibilisation, telles que des journées de l'emploi et des campagnes sur les réseaux sociaux, ont encouragé l'inscription de femmes et d'étudiants handicapés. Plus de 6 000 personnes ont participé à des événements scolaires sur la violence basée sur le genre, tandis que des bourses ont soutenu l'accès à l'EFTP pour 800 femmes et 84 personnes handicapées. Au niveau politique, le programme a contribué à intégrer l'inclusion dans la stratégie d'EFTP 2021-2030 du Viet Nam. La recherche sur les disparités entre les sexes a permis d'éclairer les actions ciblées visant à faire progresser l'égalité dans la formation et les possibilités d'emploi.



Ressources

- ▶ GIZ, "[Strengthening Technical and Vocational Education and Training for the Socially Just, Green and Digital Economic Change: Programme Reform of Technical and Vocational Education and Training in Viet Nam III](#)"
- ▶ Banque de développement KfW, "[Program Reform der Berufsbildung](#)".
- ▶ Inclusion Leben, "[Living Inclusion in Practice: Advancing Inclusive TVET in Vietnam](#)".
- ▶ T-VET Vietnam, "[Trained in Vietnam](#)".



Contact

GIZ «Secteur Projet Promotion de l'Emploi dans la Coopération pour le Développement»
employment@giz.de, BMZ Division 104 «Emploi Décant» rl104@bmz.bund.de

²⁰ Allemagne, GIZ, [Digital Accessibility Toolkit](#), 2021.

Côte d'Ivoire

Renforcer les capacités institutionnelles et une main-d'œuvre qualifiée pour une transition vers une énergie propre

Points clés

Le **projet ProFERE**²¹ a soutenu la transition de la Côte d'Ivoire vers les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique en développant une main-d'œuvre qualifiée, en renforçant l'expertise institutionnelle et en favorisant l'expansion du marché.

Le projet a activement promu l'inclusion des sexes en augmentant la participation des femmes à la formation technique et en lançant un programme de mentorat féminin pour soutenir l'avancement professionnel dans les emplois verts.

Grâce à des programmes de renforcement des capacités et de certification, ProFERE a aidé les fournisseurs de services d'énergie renouvelable et d'efficacité énergétique à développer leurs activités commerciales, à accéder au financement et à créer de nouveaux emplois.

En intégrant l'élaboration de politiques, le renforcement des capacités et la formation axée sur le marché, le projet a créé un cadre durable pour la croissance de l'emploi vert et soutient l'engagement de la Côte d'Ivoire à réduire les émissions de gaz à effet de serre de 30% d'ici 2030.

Programme/projet

- Projet ProFERE

Secteur

Énergies renouvelables et efficacité énergétique

Organisations responsables

- BMZ;
- UE;

- GIZ;
- Banque de Développement KfW;

Partenaires collaborateurs en Côte d'Ivoire:

- Ministère des Mines, du Pétrole et de l'Énergie;
- Ministère de l'Environnement;
- Ministère de l'Enseignement Supérieur;
- Ministère de la Formation Professionnelle;
- Universités et les écoles professionnelles;
- Associations du secteur privé et autres.

Dates actives

- Phase I: 2020-2021
- Phase II: 2022-2025



Aperçu du pays

La Côte d'Ivoire s'est fixé l'objectif ambitieux de réduire ses émissions de gaz à effet de serre de 30% d'ici à 2030.²² Cependant, l'infrastructure énergétique et les conditions du marché du pays ne sont pas assez solides pour soutenir ces objectifs climatiques ambitieux. L'établissement d'un nouveau marché pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique pose des défis majeurs, en particulier l'accès limité au financement pour les PME locales et la pénurie de professionnels qualifiés dans le secteur. Les femmes sont également sous-représentées dans les programmes de formation technique en énergie.

²¹ ProFERE est une abréviation pour Projet de Développement du Marché et de Promotion de l'Emploi dans les Secteurs des Énergies Renouvelables et de l'Efficacité Énergétique (ou the Market Development and Employment Promotion in the Renewable Energy and Energy Efficiency Sectors Project).

²² Conformément à la CDN 2022 du pays.



La pratique en action

Le projet ProFERE, lancé en 2020, visait à renforcer l'industrie des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique (ENR) de la Côte d'Ivoire en deux phases. La phase I a jeté les bases du développement de la main-d'œuvre dans l'industrie des énergies renouvelables et de l'emploi. Il s'agissait de:

- ▶ collaborer avec les parties prenantes privées et publiques pour élaborer des programmes d'éducation axés sur le marché;
- ▶ former et équiper les établissements d'EFTP et d'enseignement supérieur pour dispenser ces programmes;
- ▶ accompagner les entreprises dans l'embauche de main-d'œuvre qualifiée; et
- ▶ faciliter l'élaboration de cadres réglementaires pour promouvoir l'adoption de l'ER et de l'EE.

La phase II a renforcé les capacités institutionnelles pour élaborer et mettre en œuvre les réglementations nécessaires au développement réussi du marché des énergies renouvelables et de l'environnement. Cela s'est traduit par la mise en place d'audits énergétiques obligatoires et la formalisation de systèmes de certification des compétences et des produits RE&EE. Le projet a également intensifié les mesures de formation et d'emploi axées sur le marché, en mettant l'accent sur l'inclusion des sexes par le biais du mentorat féminin dans les domaines techniques.

- ▶ *Programme de mentorat pour les femmes.*



En partenariat avec des associations professionnelles, le projet a amélioré l'accès aux mécanismes de financement pour les entreprises qui investissent dans des solutions d'ENR et d'EE et a offert un soutien au renforcement des capacités de l'offre et de la demande de services et de produits d'ENR. Il a également aidé les agences gouvernementales à renforcer leurs capacités d'examen, de surveillance et de déclaration des émissions de gaz à effet de serre, conformément à la CDN du pays. En conséquence, 0,535 million de tonnes équivalent CO₂ ont été évitées dans le secteur de l'énergie en 2023. Cette approche globale a facilité le changement aux niveaux micro, méso et macro pour une transition plus inclusive vers l'ER et l'ÉER.



L'impact en un coup d'œil

Dès 2024, les résultats suivants ont été obtenus:

- 87 entreprises ont participé à l'élaboration de programmes d'éducation et de renforcement des capacités axés sur le marché et alignés sur l'industrie.
- Plus de 150 formateurs ont obtenu des qualifications sur le photovoltaïque, la biomasse, l'efficacité énergétique et le calcul carbone. Au total, 61 experts ont été certifiés en efficacité énergétique et 36 en photovoltaïque par l'agence nationale de certification CODINORM. En outre, 1 842 étudiants et professionnels ont bénéficié d'une qualification axée sur le marché dans les domaines de l'EN&EE.
- Plus de 300 représentants d'entreprises de secteurs énergivores ont été formés à l'efficacité énergétique.
- 14 politiques ont été introduites par le ministère de l'Énergie ou l'Autorité de Régulation de l'Énergie pour promouvoir la croissance du marché des énergies renouvelables et environnementales. Par exemple, 64% des ménages ont maintenant accès à l'électricité, contre 44% en 2018.



Pourquoi ça marche

✓ Pertinence

Le projet s'est attaqué directement à la pénurie de professionnels qualifiés dans les secteurs des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique en Côte d'Ivoire. En élaborant des programmes de formation spécialisés, en renforçant l'expertise institutionnelle et en facilitant les liens entre les institutions techniques et le secteur privé, le projet a aidé les travailleurs à acquérir les compétences nécessaires pour répondre à la demande croissante de solutions d'énergie propre.

✓ Cohérence des politiques

L'accent mis sur les cadres réglementaires et l'expansion des marchés a créé une base durable pour l'emploi à long terme dans les industries vertes, alignée sur les objectifs climatiques et économiques du pays.



Approche inclusive

✓ Prise en compte de l'égalité des sexes

Grâce à des initiatives ciblées telles qu'un programme de mentorat féminin, le projet a permis d'augmenter le nombre de femmes inscrites à une formation technique et d'améliorer leur accès aux opportunités d'emploi dans le secteur de l'ENR&EE. De plus, ProFERE a facilité les partenariats entre les établissements d'EFTP et les employeurs du secteur privé afin de créer des pratiques d'embauche plus inclusives, soutenant ainsi le développement de carrière des femmes dans les emplois verts.



Ressources

- ▶ Allemagne, GIZ, "[Institutional Expertise for Promoting Renewable Energy and Energy Efficiency: Market Development and Employment Promotion in Renewable Energies/Energy Efficiency in Côte d'Ivoire](#)".
- ▶ Allemagne, GIZ, "[Market Development and Employment Promotion in the Renewable Energy and Energy Efficiency sectors in Côte d'Ivoire \(ProFERE II\)](#)", Septembre 2023.



Contact

GIZ «Secteur Projet Promotion de l'Emploi dans la Coopération pour le Développement»
employment@giz.de, BMZ Division 104 «Emploi Décent» rl104@bmz.bund.de

3 Entreprises vertes et développement durable des marchés

Les petites et moyennes entreprises (PME) jouent un rôle essentiel dans la croissance économique durable, la promotion de l'innovation et l'élargissement des possibilités d'emploi sur les marchés verts. À mesure que les économies évoluent vers la durabilité, les PME sont à l'avant-garde de la mise en œuvre de modèles d'affaires intelligents face au climat, de l'amélioration des chaînes de valeur locales et de l'intégration de la résilience environnementale dans leurs activités. Cependant, l'accès limité au financement, au développement des marchés et au soutien technique continue d'entraver leur potentiel à développer des solutions durables.

Pour relever ces défis et libérer leur potentiel de transformation, cette section explore les pratiques prometteuses dirigées par des PME qui soutiennent l'écologisation de l'économie. S'appuyant sur des études de cas en Bosnie-Herzégovine, au Guatemala, au Honduras, au Kenya et sur une initiative multirégionale, ces cas mettent en évidence la manière dont le financement ciblé, les modèles d'entreprises coopératives et les stratégies de tourisme durable façonnent les économies locales. En Bosnie-Herzégovine, l'initiative Via Dinarica a tiré parti du tourisme durable comme vecteur de résilience économique locale. Au Guatemala et au Honduras, les projets CRECER et CAHOVA ont permis d'autonomiser les femmes et les jeunes grâce à des pratiques agricoles intelligentes face au climat et au renforcement des coopératives. Au Kenya, l'Installation d'un Mini-Réseau Vert a facilité la croissance des PME en élargissant l'accès aux énergies renouvelables. L'initiative du Fonds eco.business en Afrique subsaharienne et en Amérique latine et dans les Caraïbes a mobilisé des financements mixtes pour soutenir la durabilité dans les secteurs de l'agriculture, de la foresterie et du tourisme. Ensemble, ces exemples offrent des informations précieuses sur la manière dont les PME peuvent mener une transition juste.

Pays	Critères de qualité	Approche inclusive
Bosnie-Herzégovine 	► Innovation ► Pertinence	Tenir compte de l'égalité des sexes Participation et représentation
Guatemala 	► Synergies positives	Tenir compte de l'égalité des sexes Inclusion des personnes difficiles à atteindre et/ou les plus vulnérables

Pays	Critères de qualité	Approche inclusive
Honduras 	► Synergies positives	Tenir compte de l'égalité des sexes Participation et représentation
Kenya 	► Innovation	Participation et représentation Inclusion des personnes difficiles à atteindre et/ou les plus vulnérables
Afrique subsaharienne, Amérique Latine et Caraïbes 	► Innovation ► Évolutivité	Sensibilité et réceptivité au genre

Bosnie-Herzégovine

Tourisme durable pour la croissance verte sur les sentiers de la Via Dinarica

Points clés

Le **projet Via Dinarica** se concentre sur le développement du tourisme durable en Bosnie-Herzégovine en se concentrant sur le sentier Via Dinarica qui relie l'Albanie, la Bosnie-Herzégovine, la Croatie, le Kosovo²³, le Monténégro, la Slovénie et la Serbie.

Le projet a positionné le secteur du tourisme en Bosnie-Herzégovine comme un modèle de développement durable et fondé sur la nature, qui intègre des pratiques sensibles au genre, la croissance des moyens de subsistance et des solutions axées sur l'innovation.

Programme/projet

- ▶ Projet Via Dinarica

Secteur

Tourisme durable

Organisations responsables

- ▶ Ministère italien des Affaires Étrangères et de la Coopération Internationale;
- ▶ Agence italienne de Coopération au Développement;

- ▶ Programme des Nations Unies pour le Développement.
- ▶ Agence des États-Unis pour le Développement International.

Partenaires de mise en œuvre en Bosnie-Herzégovine

- ▶ Ministère du Commerce Extérieur et des Relations Economiques de Bosnie-Herzégovine;
- ▶ Ministère de l'Environnement et du Tourisme de la Fédération de Bosnie-Herzégovine;
- ▶ Ministère du Commerce et du Tourisme de la Republika Srpska;
- ▶ 77 collectivités locales implantées sur les sentiers de la Via Dinarica;
- ▶ Terra Dinarica.

Dates actives

- ▶ Phase I: 2014-2017; Phase II: 2018-2022; Phase III: 2023-2025



Aperçu du pays

Le secteur du tourisme en Bosnie-Herzégovine est confronté à des défis considérables, notamment des infrastructures sous-développées, un taux de chômage élevé et un important exode des jeunes, en particulier dans les zones rurales où les possibilités d'emploi stables sont rares. Malgré l'abondance des atouts naturels et culturels du pays, l'industrie du tourisme reste sous-utilisée. La pandémie de la COVID-19 a encore exacerbé ces problèmes, soulignant la nécessité d'une plus grande résilience au sein du secteur.



La pratique en action

Le projet Via Dinarica a été lancé en réponse aux problèmes mentionnés ci-dessus et vise à positionner la Bosnie-Herzégovine comme une destination de premier plan pour le tourisme de nature tout en s'attaquant à des défis socio-économiques plus larges, tels que le chômage. Dans sa phase initiale, le projet s'est concentré sur l'établissement d'une visibilité internationale pour le réseau de sentiers Via Dinarica. La deuxième phase a permis de remédier aux échecs liés à la pandémie en renforçant les partenariats régionaux et en promouvant des modèles de tourisme durable pour soutenir la reprise à long terme. À l'avenir, le projet fait progresser

²³ Tel que défini dans la résolution 1244 du Conseil de sécurité de l'ONU de 1999.

l'infrastructure verte, améliore les services touristiques locaux et élargit les possibilités pour les femmes au sein de l'industrie.

Le projet Via Dinarica a adopté une approche globale du tourisme durable en combinant l'investissement dans les infrastructures, le soutien aux entreprises et la protection de l'environnement pour développer des opportunités économiques dans les zones rurales. L'un des éléments centraux de l'initiative consiste à améliorer l'hébergement rural: des subventions ont été accordées à 21 maisons d'hôtes et lodges pour des rénovations, des améliorations économes en énergie et la mise en place de systèmes de gestion des déchets. Ces améliorations ont permis d'augmenter la capacité d'accueil des visiteurs tout en stimulant la création d'emplois dans les services touristiques.

Afin de diversifier davantage l'offre touristique, le projet s'est associé à 25 fournisseurs d'activités d'aventure en plein air, a financé de l'équipement, des certifications de guides de tourisme d'aventure et a ciblé des efforts promotionnels visant à élargir l'offre touristique comme la randonnée, le rafting et le vélo, contribuant ainsi à la création d'emplois dans le tourisme axé sur la nature.

La création d'emplois a été favorisée grâce à des investissements dans l'entretien et le balisage des sentiers et la modernisation des infrastructures vertes. Des travailleurs locaux sont employés pour dégager les chemins, installer la signalisation et entretenir les abris, le tout en utilisant des méthodes de construction durables et en collaboration avec les municipalités locales et les clubs d'alpinisme. Le projet soutient également 24 petits producteurs alimentaires en les aidant à emballer et à distribuer des produits agricoles locaux par le biais de maisons d'hôtes et de centres d'accueil, renforçant ainsi les économies régionales.

Des contributions financières du ministère de l'Environnement et du Tourisme (230 000 dollars) et de 18 administrations municipales (500 000 dollars) ont permis de financer 18 projets d'infrastructures publiques. Ceux-ci se sont concentrés sur des solutions durables telles que des aires de repos alimentées à l'énergie solaire et des systèmes de gestion de l'eau améliorés. La création de trois centres d'information Via Dinarica a créé d'autres opportunités d'emploi pour les gestionnaires du tourisme chargés de promouvoir les voyages durables. Au cours de ses trois phases, le projet Via Dinarica a généré environ 200 emplois dans l'économie verte.



L'impact en un coup d'œil

Au moment de la rédaction du présent rapport, les résultats suivants ont été obtenus:

- Au cours des phases I et II, 168 emplois ont été créés dans les services touristiques, dont 36% ont été occupés par des femmes. Trente-sept de ces emplois étaient des postes à temps plein.
- Le nombre de visiteurs a augmenté de 65% entre 2020 et 2021, avec 199 035 touristes qui ont fait appel aux prestataires de services touristiques de Via Dinarica.
- Les revenus annuels des prestataires de services touristiques de Via Dinarica ont augmenté de 37% entre 2020 et 2021.



Pourquoi ça marche



Innovation

Le projet a intégré des outils numériques tels que la réalité virtuelle, la réalité augmentée et les codes QR pour créer des moyens immersifs et interactifs permettant aux visiteurs de se connecter avec l'environnement et le patrimoine culturel. Ces outils sont également multilingues, ce qui améliore l'accessibilité pour les visiteurs internationaux et aide les hôtes

à offrir une expérience plus conviviale. Cette technologie a contribué à moderniser le secteur sans compromettre l'authenticité, établissant ainsi une nouvelle norme pour le tourisme durable et axé sur la technologie.

✓ Pertinence

Les investissements du projet dans les infrastructures vertes, la gestion des déchets et les solutions d'énergie renouvelable ont directement contribué aux emplois verts et au développement des compétences, tout en soutenant la transition vers une économie plus verte.



Approche inclusive

✓ Prise en compte de l'égalité des sexes

Le projet ciblait les femmes des zones rurales en créant des opportunités pour s'engager dans le tourisme durable, développer de nouvelles compétences et diriger des activités économiques.

✓ Participation et représentation

L'initiative promeut l'inclusion en impliquant activement les communautés locales dans les décisions de développement touristique. En assurant une représentation diversifiée, y compris des femmes, des jeunes et des groupes ruraux, il donne aux communautés les moyens de façonner les offres touristiques. Cette approche participative renforce l'appropriation locale et favorise un engagement commun en faveur d'un tourisme durable.



Ressources

- Page web du projet: PNUD, "[Viadinarica III](#)".



Contact

Federico Pucillo, dgcs-multilaterale@esteri.it

- *Participants lors d'une formation sur le tourisme durable, sentier de la Via Dinarica.*



Guatemala

Les femmes et les jeunes stimulent la croissance économique grâce à l'agriculture durable

Points clés

Le **projet CRECER** soutient une croissance économique durable et inclusive à Alta Verapaz, au Guatemala.

L'initiative met l'accent sur l'autonomisation économique des femmes et des jeunes autochtones, en particulier du groupe ethnique Q'eqchi'.

Le CRECER s'est efforcé de promouvoir des pratiques agricoles résilientes au climat, des emplois verts et le développement d'entreprises coopératives.

Programme/projet

- CRECER: Croissance Economique Durable pour les Femmes et les Jeunes à Alta Verapaz.

Secteurs

Agriculture durable

Organisations responsables

- Affaires Mondiales Canada;
- Société de Coopération pour le Développement International (SOCODEVI).

Dates actives

- 2019–2024



Aperçu du pays

Entre 1998 et 2021, le Guatemala a enregistré 60 événements climatiques extrêmes, affectant plus de 7 millions de personnes et entraînant des pertes économiques estimées à 4,5 milliards de dollars. Le secteur agricole est particulièrement à risque, puisque 75% de la production agricole dépend des précipitations et est très sensible aux changements climatiques.²⁴

Le Guatemala est également confronté à des niveaux élevés de pauvreté et d'inégalités économiques qui affectent particulièrement les communautés autochtones. Dans des régions comme l'Alta Verapaz, les femmes et les jeunes se heurtent à d'importants obstacles à l'emploi, à la prise de décisions économiques et à l'inclusion financière. Ces défis sociaux et économiques sont encore exacerbés par le changement climatique, qui menace les moyens de subsistance locaux basés sur l'agriculture, augmentant à la fois l'insécurité alimentaire et l'instabilité économique.



La pratique en action

Le projet CRECER a été lancé pour renforcer les entreprises dirigées par des femmes et des jeunes, promouvoir des pratiques agricoles durables et améliorer la résilience climatique. Le projet a intégré les principes de l'économie verte en favorisant des modèles d'affaires respectueux de l'environnement et une agriculture intelligente face au climat, en particulier dans les chaînes de valeur de la cardamome et du curcuma.

Le projet a renforcé l'autonomisation économique des femmes et des jeunes Q'eqchi' à Alta Verapaz en promouvant l'agriculture durable, le renforcement des coopératives

²⁴ Guatemala, Ministère de l'Environnement et des Ressources naturelles, [Primer Informe Bienal de Actualización de Guatemala](#) 2023, 2022.

et la gouvernance inclusive des femmes. Les participants ont été formés à la culture biologique de la cardamome et du curcuma, en utilisant des techniques d'agroforesterie pour améliorer la productivité tout en protégeant l'environnement. Le projet a également introduit des technologies économes en énergie pour optimiser la production, notamment le conditionnement, et réduire les coûts.

Pour faire progresser l'égalité des sexes, le CRECER a remis en question les rôles traditionnels en soutenant le leadership des femmes dans les coopératives et les structures décisionnelles. Des ateliers et des sessions de formation ont encouragé la participation des femmes, afin de renforcer leurs efforts pour intégrer des politiques sensibles au genre aux niveaux local et national dans la Fédération des Coopératives Agricoles des Verapaces (FEDCOVERA), et le renforcement des capacités du Comité National des Femmes en Coopératives.

Le projet a également amélioré l'accès aux marchés en aidant les coopératives à obtenir des certifications biologiques et équitables et en facilitant la participation des coopératives aux foires commerciales internationales. Les coopératives affiliées à la FEDECOVERA ont reçu un soutien ciblé pour renforcer la gouvernance, améliorer la rentabilité et promouvoir la durabilité à long terme.

En intégrant l'autonomisation économique, la durabilité environnementale et la gouvernance inclusive, le CRECER a créé des opportunités durables pour les femmes et les jeunes ruraux, améliorant ainsi les moyens de subsistance, la résilience environnementale et la stabilité économique à Alta Verapaz.



L'impact en un coup d'œil

- ▶ Environ 4 000 femmes et jeunes se sont engagés dans des activités agricoles au sein des chaînes de valeur de la cardamome et du curcuma (respectivement 3 500 et 430 participants), en utilisant des systèmes de production agroforestière.
- ▶ L'implication et la participation des femmes dans les organes de décision au sein de la Fédération et de ses membres sont passées de 1,3% au début du projet à 45% à la fin du projet.
- ▶ 17 coopératives ont mis en place des fours de chauffage améliorés pour le séchage des gousses de cardamome, ce qui a permis une utilisation plus efficace du combustible, des temps de séchage plus courts, une réduction de l'impact environnemental et une réduction des coûts de séchage.
- ▶ 2 923 personnes ont été formées aux pratiques agroécologiques, en mettant l'accent sur l'égalité des sexes et l'importance de la participation des femmes, les questions environnementales et climatiques, et le développement organisationnel.
- ▶ 21 coopératives ont été renforcées au sein du réseau FEDCOVERA et le nombre de coopératives dans le réseau a augmenté de 45%.



Pourquoi ça marche

✓ Synergies positives

Grâce à l'adoption de techniques agricoles respectueuses de l'environnement, telles que l'agroforesterie et les engrais organiques, le projet a contribué à réduire la dégradation des sols, à améliorer la productivité des terres et à promouvoir l'utilisation durable des ressources. Ces pratiques ont non seulement soutenu la conservation de la biodiversité, mais ont également augmenté la viabilité à long terme des principales chaînes de valeur agricoles telles que la cardamome et le curcuma.



Approche inclusive

✓ Tenir compte de l'égalité des sexes

Cette approche a activement encouragé le leadership économique des femmes en facilitant l'accès aux possibilités d'entrepreneuriat, à la terre et à la prise de décisions financières. La formation s'est attaquée aux obstacles sexospécifiques, en donnant aux femmes les moyens de jouer un rôle de premier plan dans les entreprises coopératives et la gestion économique des ménages.

✓ Inclusion des personnes les plus difficiles à atteindre et les plus vulnérables

En accordant la priorité aux femmes et aux jeunes autochtones issus de communautés économiquement marginalisées, le projet a assuré un accès équitable aux ressources, aux compétences et aux possibilités économiques. L'accent mis sur le développement coopératif et l'inclusion sociale a renforcé la résilience locale et soutenu la durabilité à long terme.



Ressources

- Canada, Affaires mondiales Canada, «[Profil de projet – CRECER: Croissance économique durable pour les femmes et les jeunes à Alta Verapaz, au Guatemala](#)».
- SOCODEVI, «[Communiqué de presse sur un nouveau projet au Guatemala: les femmes et les jeunes au cœur de la croissance économique durable](#)», 30 Avril 2019.



Contact

Sonia Garcia, sonia.garcia@international.gc.ca

- *Pratiquants d'une agriculture intelligente face au climat, projet CRECER à Alta Verapaz.*



Honduras

Agriculture intelligente face au climat et développement coopératif inclusif

Points clés	
Le projet CAHOVA, une initiative de l'organisation canadienne SOCODEVI, a soutenu l'agroforesterie intelligente face au climat et le développement coopératif inclusif dans les régions rurales du Honduras. Pour améliorer la productivité et la résilience, le projet a introduit des systèmes agroforestiers intelligents face au climat sur 900 hectares de terres agricoles et a formé des entreprises familiales à des pratiques agricoles intelligentes face au climat.	Les coopératives et les fédérations agricoles ont été soutenues pour renforcer leur gouvernance, leur gestion financière et leur intégration des marchés, ce qui leur a permis d'être plus compétitives dans le secteur. Pour soutenir la participation active des femmes et des jeunes agriculteurs à l'agroforesterie, le projet a facilité la création de contrats d'utilisation des terres à long terme.
Programme/projet	Secteurs
▶ Projet d'Agroforesterie à Valeur Ajoutée Canada-Honduras (CAHOVA)	Agriculture durable
Organisations responsables	
▶ SOCODEVI; ▶ Affaires Mondiales Canada.	
Dates actives	
▶ 2016–2021	



Aperçu du pays

Le Honduras est l'un des pays les plus vulnérables au climat d'Amérique latine, connaissant des ouragans, des sécheresses et des inondations qui menacent l'agriculture et les moyens de subsistance ruraux. Le secteur de l'agriculture, de la foresterie et d'autres secteurs de l'utilisation des terres est une source majeure d'émissions de gaz à effet de serre du pays, contribuant à environ 30% du total. Le Honduras s'est engagé à réduire ses émissions de 16% d'ici 2030, par rapport au statu quo.²⁵

Le Honduras est confronté à d'importants défis en matière de développement rural, de nombreuses communautés dépendant de l'agroforesterie pour leurs moyens de subsistance. Cependant, l'accès limité aux ressources, les pratiques agricoles inadéquates et la dégradation de l'environnement ont entravé la croissance économique. Les femmes et les jeunes, en particulier, se heurtent à des obstacles à la propriété foncière et à la participation aux processus de prise de décisions.

²⁵ CCNUCC, [Technical Analysis of the Second Biennial Update Report of Honduras](#) soumis le 22 Mars 2024, FCCC/SBI/ICA/2024/TASR.2/HND, 2025.



La pratique en action

Le projet CAHOVA a été mis en œuvre grâce à l'approche structurée de SOCODEVI, qui consistait à :

- fournir un accès durable aux ressources et aux connaissances, telles que les pratiques agroforestières;
- renforcer le pouvoir des femmes et des jeunes dans la prise de décision au sein des entreprises familiales;
- renforcer les capacités des entreprises associatives; et
- promouvoir des partenariats entre la société civile, les gouvernements et le secteur privé au profit des communautés.

Pour améliorer la productivité et la résilience, le projet CAHOVA a introduit des systèmes agroforestiers intelligents face au climat sur 900 hectares de terres agricoles. Les entreprises familiales ont été formées aux pratiques agricoles intelligentes face au climat, et elles ont également reçu des plants pour mieux diversifier leurs revenus grâce à la production agroforestière. Cela comprenait la distribution de plus de 400 000 plants de café, de cacao et de ramboutan; 45 000 avocatiers et arbres à bois d'œuvre; et 46 800 plantains.

Pour soutenir la participation active des femmes et des jeunes agriculteurs, le projet a facilité la création de contrats d'utilisation des terres à long terme qui leur ont permis d'accéder à des terres et de s'engager dans la production agroforestière. Cette stratégie a contribué à une augmentation significative du nombre de femmes membres de coopératives et de rôles de leadership, améliorant ainsi leur participation économique et leur pouvoir de décision.

Pour renforcer le secteur coopératif, le projet CAHOVA a apporté un appui direct à 42 coopératives et fédérations, renforçant ainsi leur gouvernance, leur gestion financière et leur intégration des marchés. Grâce à la formation et au renforcement des capacités, les coopératives ont adopté des pratiques de gestion durable de l'environnement et amélioré leur compétitivité dans le secteur agricole.



L'impact en un coup d'œil

- 900 hectares de systèmes agroforestiers intelligents face au climat ont été mis en place parmi environ 1 300 entreprises familiales.
- Plus de 4 800 personnes ont reçu une formation sur les meilleures pratiques en matière d'agroforesterie, l'égalité des sexes et la gestion d'entreprise agricole.
- Au cours du projet, les ménages participants ont connu en moyenne une augmentation de 36% de leur revenu agricole.
- Les revenus des entreprises associatives ont augmenté de 77% au cours du projet, pour atteindre un total de 25,1 millions de dollars.
- 205 femmes sont devenues dirigeantes de coopératives.



Pourquoi ça marche

✓ Synergies positives

En adoptant des techniques agricoles intelligentes face au climat et respectueuses de l'environnement, telles que l'agroforesterie et les engrais organiques, le projet a contribué à réduire la dégradation des sols, à améliorer la productivité des terres et à promouvoir

l'utilisation durable des ressources. Ces pratiques ont non seulement soutenu la conservation de la biodiversité, mais ont également accru la viabilité à long terme des principales chaînes de valeur agricoles.



Approche inclusive

✓ Tenir compte de l'égalité des sexes

Le projet a permis aux femmes et aux jeunes d'accéder à la terre grâce à plus de 640 contrats d'utilisation des terres, ce qui leur a permis d'établir leurs propres systèmes agroforestiers. En conséquence, le nombre de femmes dans les coopératives a doublé et 205 femmes ont occupé des postes de direction au sein de ces entreprises. Selon l'Indice d'autonomisation des femmes de SOCODEVI, les femmes dans les entreprises associatives ont amélioré leur score d'autonomisation de 0,191, passant de 0,510 au départ à 0,701. Cela indique un passage d'un faible niveau d'autonomisation à un «niveau moyen d'autonomisation» (supérieur à 0,60, selon la catégorie). De plus, 1 070 des participantes ont déclaré avoir un plus grand contrôle sur l'argent de leur ménage.



Ressources

- ▶ Canada, Affaires mondiales Canada, «[Profil de projet – CAHOVA: Augmenter la productivité durable de l'agroforesterie à valeur ajoutée](#)».
- ▶ SOCODEVI, «[Détails du projet: CAHOVA, un projet turbopropulseur](#)».



Contact

Marie-Hélène Gagnon, directrice de pays de SOCODEVI, Honduras, m.gagnon@socodevi.org.

François Dionne, Directeur de la programmation internationale, SOCODEVI, Canada, f.dionne@socodevi.org

Kenya

Mécanisme de mini-réseau vert pour des emplois verts et l'accès à l'énergie

Points clés

À l'appui de la stratégie nationale d'électrification du Kenya, le Mécanisme de Mini-Réseau Vert Kenya a déployé des mini-réseaux d'énergie renouvelable dans les zones hors réseau de l'ouest du Kenya.

L'expansion des infrastructures d'énergie renouvelable a contribué à la création d'emplois verts temporaires et permanents, tout en soutenant la croissance des PME des secteurs de l'agriculture, du commerce de détail et de l'industrie manufacturière à petite échelle.

L'intervention a permis de lutter contre la pauvreté énergétique et de favoriser la résilience économique des communautés hors réseau, tout en contribuant aux objectifs climatiques du Kenya grâce à l'expansion des énergies renouvelables.

L'initiative s'aligne sur les objectifs de développement durable (ODD) des Nations Unies axés sur l'énergie abordable, le développement économique durable et la création d'emplois.

Programme/projet

- Mécanisme de Mini-Réseau Vert Kenya

Secteurs

Énergie renouvelable; Infrastructures vertes.

Organisations responsables

- Agence Française de Développement;
- Innovation Energie Développement (IED);
- Conseil en Action Pratique;
- I-DEV International;

- Le Bureau des Affaires Etrangères, du Commonwealth et du Développement du Royaume-Uni (FCDO);
- Fonds fiduciaire UE-Afrique pour les infrastructures.

Dates actives

- 2018–2023



Aperçu du pays

Dans les zones rurales du Kenya, de nombreuses communautés restent hors réseau, avec un accès limité à une énergie fiable et abordable. Ce manque d'accès à l'énergie restreint l'activité économique productive, entrave le développement social et limite la création de possibilités de travail décent. Conformément à l'ODD 7, le Kenya s'est engagé à :

- assurer l'accès universel à des services énergétiques abordables, fiables, durables et modernes;
- l'augmentation substantielle du taux mondial d'efficacité énergétique; et
- augmenter la part des énergies renouvelables dans le mix énergétique national d'ici 2030.

Pour faire progresser ces objectifs, le gouvernement kenyan a lancé la Stratégie Nationale d'Électrification du Kenya en 2018, en privilégiant les options hors réseau, y compris les mini-réseaux et les systèmes solaires autonomes pour les communautés rurales.



La pratique en action

Le Mécanisme de Mini-Réseau Vert Kenya (ci-après «GMG Facility») a été créé en 2016, avec un financement initial du FCDO et un soutien ultérieur du Fonds fiduciaire UE-Afrique pour les infrastructures. Le Mécanisme a été conçu pour contribuer à la réalisation des objectifs

d'électrification du Kenya en fournissant un soutien ciblé dans les zones rurales. À cette fin, elle a soutenu quatre développeurs de mini-réseaux:

- ▶ RVE. SOL/KPEA (33 sites);
- ▶ Renewvia (11 sites);
- ▶ PowerGen (13 sites); et
- ▶ Powerhive (23 sites).

Outre les subventions à l'investissement, le Mécanisme a fourni une assistance technique dans les domaines de l'évaluation de la demande d'énergie, de la promotion de l'utilisation productive de l'énergie, du développement de modèles d'entreprise et du renforcement des systèmes réglementaires.

Le Mécanisme GMG a élargi l'accès à l'énergie renouvelable aux communautés qui n'ont actuellement qu'un accès limité ou inexistant à l'électricité, tout en offrant une formation professionnelle et en créant des emplois verts. Le processus a commencé par une évaluation complète des besoins énergétiques de la communauté afin de concevoir et de mettre en œuvre des mini-réseaux adaptés aux conditions locales. Cela comprenait la sélection d'un site, la conception du système et un engagement communautaire actif pour assurer l'harmonisation avec les facteurs environnementaux et les priorités locales.

Une fois les sites sélectionnés, le Fonds a soutenu le développement d'une infrastructure de mini-réseau, en mettant l'accent sur les sources renouvelables afin de promouvoir la durabilité et la viabilité à long terme. Les communautés locales ont ensuite été impliquées dans le cadre de programmes de formation sur l'exploitation du réseau, la maintenance et l'utilisation productive de l'énergie (UPE). Ces efforts ont profité aux entreprises locales, et ont particulièrement ciblé les entreprises des secteurs de l'agriculture, de la fabrication à petite échelle et du commerce de détail. Le mécanisme a offert un soutien technique et financier aux entrepreneurs et aux petites entreprises, les aidant à étendre leurs activités et à améliorer leur productivité, maximisant ainsi les avantages de l'accès à l'énergie propre.



L'impact en un coup d'œil

- ▶ Le mécanisme GMG a mis en place une main-d'œuvre locale qui a soutenu l'installation, l'exploitation et la maintenance de mini-réseaux d'énergie renouvelable.
- ▶ La conception et la construction des sites de mini-réseaux ont permis de créer 3 755 emplois directs, dont 92 postes permanents.
- ▶ Les jeunes ont représenté 86% des emplois créés pendant la phase de construction; les femmes occupaient 11% de ces postes.
- ▶ 652 emplois indirects et induits ont été créés dans des secteurs qui ont bénéficié de l'accès à une source d'énergie fiable, notamment l'agriculture, le commerce de détail et l'industrie manufacturière à petite échelle.
- ▶ L'initiative a facilité le développement des compétences en matière de gestion de l'énergie verte, d'opérations techniques et d'applications d'utilisation productive de l'énergie (UPE). Ce transfert de compétences a renforcé les capacités locales, soutenu la croissance de l'emploi vert et équipé les travailleurs locaux pour qu'ils s'engagent activement dans l'économie verte, contribuant ainsi à faire en sorte que les avantages de l'accès à l'énergie verte restent durables au sein de la communauté.
- ▶ Les petites entreprises des zones ciblées ont signalé une augmentation de leur productivité et de leurs revenus grâce à l'énergie stable et abordable fournie par les mini-réseaux.

Par exemple, sur l'un de ses sites intérieurs sur le lac Victoria, Renewvia a mis en place une installation de traitement de l'eau alimentée à l'énergie solaire, améliorant ainsi l'accès à l'eau potable. L'électrification a également permis aux entreprises locales, telles que les salons de coiffure et les petits producteurs alimentaires, d'étendre leurs services en utilisant des appareils électriques.



Pourquoi ça marche

✓ Innovation

Le Mécanisme GMG adopte une approche innovante en combinant l'accès décentralisé aux énergies renouvelables et l'autonomisation économique locale pour lutter contre la précarité énergétique dans les zones hors réseau. Grâce à des solutions énergétiques durables qui soutiennent les usages productifs, le projet transforme l'accès à l'énergie en un catalyseur de création d'emplois et d'entrepreneuriat.



Approche inclusive

✓ Participation et représentation

Le projet Mécanisme GMG a encouragé la participation et la représentation en impliquant les communautés locales dans la planification, l'exploitation et la prise de décision des systèmes de mini-réseaux. Grâce à des consultations et au dialogue social, le projet a permis de s'assurer que les priorités de la communauté façonnent les solutions énergétiques, tout en s'alignant sur les politiques nationales afin de maximiser l'impact. En créant des opportunités d'emploi locales dans la gestion des mini-réseaux et en offrant une formation professionnelle, le Mécanisme a encouragé une participation économique inclusive et renforcé l'appropriation communautaire, contribuant ainsi au développement durable à long terme dans les zones hors réseau.

✓ Inclusion des personnes difficiles à atteindre et/ou les plus vulnérables

En donnant la priorité aux communautés éloignées et mal desservies, le Mécanisme GMG a fait progresser l'inclusion sociale et économique en fournissant un accès à des services énergétiques essentiels et à des opportunités économiques auparavant inaccessibles. L'intégration des concepts d'utilisation productive de l'énergie (UPE) dans le Mécanisme GMG a joué un rôle clé dans la réduction des disparités en matière d'emploi en permettant aux petites entreprises et aux activités agricoles d'avoir accès à une énergie fiable, secteurs où les femmes et les jeunes sont souvent activement engagés. L'accès constant à l'énergie a favorisé l'entrepreneuriat, le développement des compétences et la création d'emplois, ce qui a permis d'autonomiser économiquement les femmes et les jeunes et de soutenir une croissance durable tirée par les communautés.



Ressources

- GMG Facility Kenya, "[About Us](#)".
- Collins Oyuma, Alina Game et Maikel Lieuw-Kie-song, [Employment Impact Assessment of the Green Mini-Grid \(GMG\) Facility, Kenya](#) (OIT, 2023).
- OIT, «[Strengthen2: Évaluation d'impact pour maximiser la création d'emploi en Afrique](#)».



Contact

Équipe projet, strengthen2@ilo.org

Afrique Subsaharienne, Amérique Latine et Caraïbes

Des financements innovants pour les emplois verts et le développement durable

Points clés

Le **Fonds eco.business** vise à promouvoir des pratiques commerciales et de consommation qui soutiennent la conservation de la biodiversité, l'utilisation durable des ressources naturelles, ainsi que l'atténuation et l'adaptation au changement climatique, en particulier dans l'agriculture, la foresterie, la pêche et le tourisme axé sur la nature.

Le Fonds utilise une approche de financement mixte, combinant des capitaux publics et privés avec une assistance technique pour promouvoir un développement écologiquement durable et des économies résilientes dans les régions écologiquement sensibles.

Pays

- Multiples

Secteurs

L'agriculture et l'agroalimentaire; Pêches et aquaculture; Sylviculture; Tourisme durable.

Organisations responsables

- Banque de Développement KfW;
- Conservation International;

- Finance en Mouvement.

Investisseurs

- BMZ;
- UE;
- Le Ministère Britannique de l'Environnement, de l'Alimentation et des Affaires rurales;
- La Banque de développement d'Autriche (OeEB);
- La Banque Néerlandaise de Développement de l'Entrepreneuriat (FMO),

- La Banque interaméricaine de développement Invest;
- Cavert Impact;
- La Banque ASN;
- ASN Impact Investors;
- La Fondation Carl Zeiss.

Dates actives

- 2014 à aujourd'hui

Contexte

L'Afrique subsaharienne et l'Amérique latine et les Caraïbes sont confrontées à une double crise de dégradation écologique et d'investissements insuffisants dans les pratiques durables. La croissance rapide de l'économie et de la population a exacerbé les pressions sur la production alimentaire, l'exploitation des ressources, la déforestation et la dégradation des terres, entraînant une perte importante de biodiversité et une perturbation des écosystèmes. Malgré le besoin urgent de pratiques commerciales durables pour atténuer ces impacts, les investissements restent limités en raison de risques élevés, de rendements incertains et de cadres politiques insuffisants. Ce cycle de dommages environnementaux et de sous-investissement sape les efforts de transition vers des économies plus vertes et de restauration des systèmes écologiques.



La pratique en action

Le Fonds eco.business a été créé pour promouvoir des pratiques commerciales et de consommation qui contribuent à la conservation de la biodiversité, à l'utilisation durable des ressources naturelles et aux efforts d'atténuation et d'adaptation aux impacts du changement climatique en Afrique subsaharienne et en Amérique latine et dans les Caraïbes. Le Fonds fournit un financement ciblé et un soutien technique aux institutions financières et aux entreprises qui font la promotion de la durabilité environnementale dans quatre secteurs clés:

- l'agriculture et l'agroalimentaire;
- la pêche et l'aquaculture;
- la sylviculture; et
- le tourisme durable.

En canalisant des ressources dans ces domaines, le Fonds soutient les pratiques d'atténuation et d'adaptation, favorisant ainsi la résilience économique à long terme dans les deux régions.

Utilisant un modèle de financement mixte, le Fonds eco.business a fonctionné par le biais de deux sous-fonds distincts: l'un pour l'Amérique latine et les Caraïbes, et l'autre pour l'Afrique subsaharienne. Le Fonds attire des capitaux de sources diverses, à commencer par des investisseurs publics et des donateurs, qui constituent un coussin de risque et encouragent ainsi l'investissement institutionnel privé. Cette structure innovante a permis au Fonds d'investir par l'intermédiaire de la finance verte ou directement dans des entreprises engagées dans une production et une consommation durables. De plus, les bénéficiaires ont accès à l'assistance technique des deux Mécanismes de Développement eco.business, qui visent à renforcer la capacité des bénéficiaires de financement à mettre en œuvre et à développer des pratiques durables.

Le Fonds privilégie les investissements durables en se concentrant sur les entreprises disposant de certifications de durabilité reconnues, telles que Rainforest Alliance, Fairtrade International ou Forest Stewardship Council. Lorsqu'il n'existe pas de certification, il identifie les investissements acceptables à l'aide d'une «liste verte» définie d'activités jugées durables.

Grâce à cette approche intégrée, le Fonds eco.business mobilise non seulement des capitaux, mais fournit également aux parties prenantes les connaissances et les outils nécessaires pour conduire la transition vers des économies plus durables. Le double accent mis sur le financement et l'appui technique permet aux institutions financières et aux entreprises de devenir des chefs de file dans les transformations durables des deux régions.

Par exemple, le fonds a soutenu Azucarera Valdez, le deuxième plus grand producteur de sucre d'Équateur, dans l'élaboration d'un programme d'approvisionnement responsable qui a étendu les pratiques de durabilité à plus de 400 fournisseurs par le biais d'évaluations des risques environnementaux et sociaux et de projets pilotes d'agriculture régénératrice. Dans le secteur forestier, Aglomerados Cotopaxi, autre entreprise soutenue par le Fonds, est devenue la première entreprise forestière équatorienne à recevoir la certification carbone négatif. En Afrique de l'Est, l'investissement du Fonds dans l'Obligation Jamii de NMB Tanzania, la première obligation liée au développement durable de la région, a facilité l'expansion du financement durable aux entreprises agroalimentaires dans les chaînes de valeur de la noix de cajou, des fruits, des épices et des céréales, ce qui a permis d'améliorer les pratiques d'irrigation et d'agroforesterie.



L'impact en un coup d'œil

À la fin de 2023, les résultats suivants avaient été obtenus:

- ▶ 900 000 emplois indirects ont été soutenus par des emprunteurs finaux qui ont reçu des financements d'institutions partenaires, dont 242 000 emplois occupés par des femmes.
- ▶ 95 000 agriculteurs certifiés en matière de durabilité ont reçu un financement et/ou une assistance technique.
- ▶ 9 700 agriculteurs ont été formés à la production durable et aux pratiques commerciales.
- ▶ 1 188 000 hectares de terres agricoles ont été convertis à la gestion durable.
- ▶ 6,7 millions de tonnes métriques de CO2 ont été stockées grâce aux activités d'agroforesterie financées par le Fonds.
- ▶ Le Fonds a fourni 4,1 milliards de dollars américains sous forme de sous-prêts dans 16 pays par l'intermédiaire de 51 institutions partenaires.



Pourquoi ça marche

✓ Innovation

En fournissant des lignes de crédit sur mesure et une assistance technique, le Fonds donne aux acteurs locaux les moyens de financer des initiatives vertes dans les secteurs de l'agriculture, de la foresterie et du tourisme. Cette approche localisée stimule non seulement les efforts de conservation, mais renforce également la capacité des institutions financières à soutenir la création d'emplois verts et le développement des compétences, assurant ainsi la durabilité économique et environnementale à long terme.

✓ Évolutivité

Le Fonds eco.business a été lancé pour la première fois en Amérique latine et dans les Caraïbes pour soutenir les entreprises engagées en faveur du développement durable dans des secteurs clés tels que l'agriculture et la foresterie. Son succès dans la promotion de pratiques durables et d'emplois verts a conduit à son expansion en Afrique subsaharienne. Cette croissance s'est concrétisée par des partenariats avec des institutions financières locales, en adaptant les investissements et le renforcement des capacités aux besoins régionaux, tout en maintenant l'accent mis par le Fonds sur la conservation de l'environnement et la résilience économique.



Approche inclusive

✓ Prise en compte de l'égalité des sexes

En élargissant l'accès au financement pour les entreprises locales, le fonds a créé des opportunités d'emploi indirectes pour les femmes, tout en ayant un impact direct sur les agricultrices et les entrepreneures dans les localités ciblées.



Ressources

- Fonds eco.business, «[Programmes de développement](#)».
- Fonds eco.business, [Impact Report 2023: New Horizons](#), 2023.



Contact

GIZ «Secteur Projet Promotion de l'Emploi dans la Coopération pour le Développement»
employment@giz.de, BMZ Division 104 «Emploi Dément» rl104@bmz.bund.de

- *Un agriculteur du groupe Aproveco au Costa Rica cultivant des bananes durables avec le soutien du fonds eco.business.*



4 Relance et résilience pour un avenir vert

Le renforcement de la résilience et la promotion de la reprise à la suite de crises environnementales et économiques nécessitent des stratégies intégrées qui s'attaquent aux vulnérabilités immédiates tout en jetant les bases d'une durabilité à long terme. En donnant la priorité aux emplois verts, à l'adaptation au climat et à la revitalisation économique, les efforts de relance peuvent simultanément restaurer les moyens de subsistance et renforcer la résilience des communautés face aux chocs futurs. Les investissements dans les infrastructures vertes, l'agriculture durable, les modèles économiques réactifs aux catastrophes et l'élaboration de politiques judicieuses contribuent non seulement à faire en sorte que les populations touchées se rétablissent, mais qu'elles en ressortent plus fortes et plus adaptables aux défis climatiques actuels.

Cette section met en lumière les initiatives de renforcement de la résilience et de relèvement aux Philippines, à Madagascar et en Irak, où des interventions ciblées ont combiné des programmes d'emploi à court terme avec des mesures à long terme de renforcement des capacités institutionnelles, de développement économique et de marché du travail. À Madagascar, une initiative Green Works a répondu à la sécheresse prolongée et aux difficultés économiques en créant des programmes d'investissement à forte intensité d'emplois, en réhabilitant des infrastructures vertes essentielles et en soutenant une agriculture résiliente au climat. Aux Philippines, le projet Reconstruire une Meilleure Economie de la Noix de Coco a soutenu le relèvement après le super typhon Rai à Siargao en rétablissant les moyens de subsistance basés sur la noix de coco, en renforçant les chaînes de valeur et en intégrant la protection sociale. En Irak, les efforts se sont concentrés sur la reconstruction de l'infrastructure nécessaire à un écosystème de marché du travail vert dans la région sud, dans le but de s'éloigner des industries extractives à forte intensité pétrolière. Une attention particulière a été accordée à la promotion de l'emploi des jeunes au sein de cette économie verte émergente.

Ces exemples démontrent comment les stratégies de relance qui tirent parti des emplois verts et des pratiques durables peuvent favoriser une résilience inclusive à long terme dans les communautés vulnérables.

Pays	Critères de qualité	Approche inclusive
Madagascar 	► Synergies positives	Inclusion des personnes difficiles à atteindre et/ou les plus vulnérables Participation et représentation

Pays		Critères de qualité	Approche inclusive
Philippines		► Pertinence ► Innovation	Protection sociale
Irak		► Pertinence ► Durabilité ► Cohérence des politiques	Sensibilité et réceptivité au genre Participation et représentation Inclusion des personnes difficiles à atteindre et/ou les plus vulnérables

Madagascar

L'écologies au service de l'emploi et de la résilience des communautés

Points clés

Le **projet Green Works** à Madagascar a utilisé des stratégies d'investissement à forte intensité d'emploi pour apporter une aide socio-économique aux communautés vulnérables touchées par la sécheresse et les difficultés économiques.

Le projet a permis de créer 960 emplois grâce à la construction et à la réhabilitation d'infrastructures rurales, agricoles et vertes essentielles.

Les investissements dans les infrastructures vertes ont contribué à revitaliser les infrastructures essentielles à l'accès à l'eau et à l'agriculture, et ont aidé les collectivités et les secteurs dont ils dépendent à devenir plus résilients et plus adaptables aux changements climatiques.

Programme/projet

- ▶ Projet Green Works

Secteurs

Agriculture; Infrastructures vertes.

Organisations responsables

- ▶ Agence Japonaise de Coopération Internationale;
- ▶ OIT.

Partenaires de mise en œuvre à Madagascar

- ▶ Ministère de l'Eau, de l'Assainissement et de l'Hygiène;
- ▶ Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage.

Dates actives

- ▶ 2022–2023



Aperçu du pays

Madagascar se classe parmi les pays les plus vulnérables au climat au monde, confronté à de fréquents événements météorologiques extrêmes tels que les cyclones, les sécheresses, les inondations et la hausse des températures qui menacent gravement l'agriculture et les moyens de subsistance ruraux. La région du Grand Sud est particulièrement touchée, avec des sécheresses récurrentes entraînant une insécurité alimentaire aiguë et la malnutrition. Rien qu'en 2021-22, plus de 2 millions de personnes ont été confrontées à une faim sévère en raison des effets combinés du changement climatique et des chocs liés à la COVID-19. L'agriculture, qui emploie 80% de la population, principalement en tant que petits exploitants, est minée par la baisse de la productivité, la dégradation des terres et la médiocrité des infrastructures.²⁶

À partir de 2019, trois années consécutives de sécheresse aggravée par le climat ont entraîné de mauvaises récoltes généralisées, rendant plus d'un million de personnes dans le sud du pays en situation d'insécurité alimentaire critique et stimulant les migrations forcées. La pandémie a aggravé la crise en perturbant les mécanismes d'adaptation, tandis que les faibles taux de vaccination (seulement 1,7% à la fin de 2021) ont accru les risques pour la santé publique.

²⁶ Banque Mondiale, [Country Climate and Development Report: Madagascar – Background Note: Climate-Smart Agriculture](#), Novembre 2024.



La pratique en action

En réponse, l'OIT, avec l'appui du gouvernement japonais, a lancé le projet Green Works, intervention de renforcement de la résilience dans les districts touchés par la sécheresse d'Amboasary et de Bekily. Le projet visait à améliorer la productivité agricole, à créer des emplois et à renforcer l'adaptation au climat en investissant dans les infrastructures agricoles, y compris des systèmes d'irrigation améliorés et des mesures de contrôle de l'érosion. En parallèle, le projet a répondu aux besoins humanitaires immédiats, en promouvant des moyens de subsistance durables tout en soutenant le relèvement immédiat.

Le projet Green Works a utilisé une approche d'investissement à forte intensité d'emploi pour créer des emplois en se concentrant sur deux grands travaux d'infrastructure dans les quartiers cibles. L'initiative de Sakatalia consistait à débarrasser les canaux de la vase et des débris afin de rétablir un débit d'eau efficace et d'améliorer l'efficacité de l'irrigation; tandis que l'initiative Ampisopiso a permis de réhabiliter et d'étendre les infrastructures d'irrigation afin d'améliorer la distribution de l'eau pour les communautés agricoles. Pour soutenir la durabilité à long terme, le projet a offert une formation pratique dans les domaines de la construction, de l'entretien de l'irrigation et de la gestion des infrastructures vertes. Les jeunes et les travailleurs locaux ont acquis les compétences nécessaires pour faire fonctionner et entretenir les systèmes réhabilités, renforçant ainsi les capacités locales en matière de gestion des ressources en eau. Le soutien technique et financier a aidé les entrepreneurs locaux à augmenter la production agricole, notamment grâce à la construction de deux serres, qui ont permis de produire 8 tonnes supplémentaires de légumes biologiques au cours de la période de végétation 2023.

Le projet Green Works a non seulement créé des possibilités d'emploi, mais a également renforcé les pratiques de gestion durable de l'eau, amélioré la productivité agricole et accru la résilience des communautés face aux défis liés au climat.



L'impact en un coup d'œil

- 960 emplois verts ont été créés pour des personnes vulnérables (dont 523 femmes) touchées par la sécheresse et la COVID-19 dans les domaines de la construction de routes et de canaux, de la plantation d'arbres, de la reforestation, de la production de légumes et de fruits.
- 300 personnes (dont 125 femmes) ont été formées aux techniques de gestion de l'eau, des terres et des déchets, ainsi qu'à la culture des légumes, des fruits et des fleurs.
- Le revenu moyen des bénéficiaires des projets a augmenté de 40% entre 2022 et 2023.
- 24 km de canaux ont été construits pour améliorer l'accès à l'eau et réduire les risques de glissements de terrain.
- 18 hectares d'arbres ont été plantés pour freiner l'érosion des sols, restaurer les paysages forestiers et renforcer les infrastructures vertes.
- Les infrastructures anti-érosion et l'installation de réservoirs d'eau ont permis de réduire de 30% le risque de glissements de terrain et d'améliorer l'accès à l'eau potable pour de nombreuses familles.



Pourquoi ça marche



Synergies positives

Ce projet Green Works s'est directement attaqué à la sécheresse sévère, à l'insécurité alimentaire et au chômage dans l'une des régions les plus vulnérables au climat de Madagascar.

En combinant la création d'emplois verts avec des stratégies de résilience climatique – en particulier dans la gestion de l'eau, l'agroécologie et les infrastructures durables – le projet a contribué à l'amélioration durable des moyens de subsistance tout en faisant progresser les ODD 2, 6, 8 et 13.



Approche inclusive

✓ Inclusion des personnes les plus difficiles à atteindre et les plus vulnérables

Le projet a offert des opportunités économiques directes aux personnes les plus touchées par la sécheresse, le changement climatique et les impacts socio-économiques de la COVID-19. En ciblant les communautés des districts d'Amboasary et de Bekily, le projet a donné la priorité à l'emploi pour des personnes vulnérables, notamment les femmes, les jeunes et les ménages touchés par le déplacement en raison de difficultés environnementales et économiques.

✓ Participation et représentation

Le projet a activement impliqué les communautés locales tout au long de la phase de planification et de mise en œuvre. Les résidents ont contribué à la conception des mesures d'adaptation aux changements climatiques, en veillant à ce que les projets d'infrastructure reflètent les besoins de la communauté. Les femmes ont joué un rôle important, en particulier dans le reboisement et l'agriculture sous serre, augmentant leur représentation dans la prise de décision. Le projet a également renforcé la gouvernance locale en encourageant l'appropriation des initiatives d'adaptation au climat, favorisant ainsi la durabilité à long terme grâce à des solutions axées sur les communautés.



Ressources

Des emplois décents pour les jeunes, «[Travaux Verts à Madagascar](#)».



Contact

Bureau de l'OIT à Antananarivo, antananarivo@ilo.org

- *Participants du projet Green Works à Madagascar, employés sur le chantier d'infrastructures rurales résilientes au climat.*



Philippines

De la récupération au développement avec une production durable de noix de coco

Points clés

Le **projet Reconstruire une Meilleure Economie de la Noix de Coco à Siargao** a combiné la reprise après une catastrophe avec des stratégies de développement à long terme pour reconstruire le secteur de la noix de coco, favoriser des emplois durables et promouvoir une transition juste dans une île écologiquement fragile.

Les interventions à court terme ont combiné des programmes de restauration argent contre travail, le renforcement des capacités sur les produits à base de noix de coco à valeur ajoutée et l'inscription aux régimes de protection sociale, tandis que les stratégies à plus long terme se sont concentrées sur le dialogue multipartite, le développement de la chaîne de valeur et les partenariats.

Aligné sur l'agenda du tourisme durable de l'île de Siargao, le projet a favorisé une plateforme de dialogue multipartite pour développer collectivement des solutions visant à promouvoir l'emploi rémunéré, à réduire les déchets et à transformer le secteur de la noix de coco en le faisant passer d'un symbole de pauvreté à un moteur de prospérité.

Programme/projet

Secteur

- Projet Reconstruire une Meilleure Economie de la Noix de Coco à Siargao

Agriculture

Organisations responsables

- Ministère Japonais de la Santé, du Travail et des Affaires Sociales;
- OIT.

Dates actives

- 2023–en cours



Aperçu du pays

Les Philippines sont confrontées à des impacts graves et multidimensionnels du changement climatique – économiques, environnementaux et sociaux. En l'absence de mesures d'adaptation efficaces, le pays devrait perdre jusqu'à 6% de son produit intérieur brut (PIB) par an d'ici 2100.²⁷

Ces risques ont été illustrés de manière frappante en décembre 2021 lorsque le super typhon Rai (connu localement sous le nom de typhon Odette) a frappé Siargao, une petite île du sud des Philippines protégée par le Système National Intégré d'Aires Protégées. Le typhon a causé des dégâts catastrophiques, et parmi les plus durement touchées figuraient de vastes plantations de noix de coco, un pilier clé de l'économie locale.

Bien que l'aide nationale et internationale ait afflué après la catastrophe, une grande partie de celle-ci était à court terme et insuffisante pour soutenir le relèvement à long terme, en particulier dans le secteur de la noix de coco. Pendant près de deux ans, l'industrie est restée stagnante, manquant de ressources pour rétablir les moyens de subsistance ou renforcer la résilience, ce qui a exacerbé la pauvreté sur l'île.

²⁷ Philippines, Commission du changement climatique, "[Climate Change Impacts](#)".



La pratique en action

Reconnaissant cette lacune, l'OIT, en collaboration avec le gouvernement du Japon, a élaboré le projet «Reconstruire une Meilleure Economie de la Noix de Coco à Siargao». L'initiative a fourni un soutien ciblé pour restaurer le secteur de la noix de coco de l'île grâce à une approche intégrée globale qui répondait à la fois aux besoins immédiats de rétablissement et à la résilience à long terme.

À court terme, le projet s'est associé à l'Autorité Philippine de la Noix de Coco pour compléter son programme de distribution de semis. Afin de générer des revenus immédiats pour les travailleurs touchés, l'OIT a mis en œuvre une initiative «argent contre travail» qui a mobilisé les membres de la communauté pour replanter des cocotiers et réhabiliter l'industrie endommagée, promouvoir la reprise économique et restaurer les ressources naturelles essentielles.

Au-delà des efforts de replantation, le projet a fourni une formation technique aux bonnes pratiques agricoles (BPA) et à la SST afin d'améliorer la productivité et la résilience au sein du secteur. Les producteurs ont également été formés aux compétences culinaires à base de noix de coco pour diversifier leurs revenus, et ont été inscrits à des régimes de protection sociale tels que la sécurité sociale et l'assurance maladie. Ces interventions ont permis une stabilisation à court terme tout en jetant les bases d'un filet de sécurité plus solide pour résister aux défis futurs.

Pour une reprise à long terme, le projet s'est associé à des institutions clés pour soutenir le développement des marchés verts, la création d'emplois verts et l'amélioration de la protection sociale. Une évaluation de la chaîne de valeur a permis de mobiliser les parties prenantes au sein de groupes de travail afin d'explorer les possibilités offertes par les produits à base de noix de coco non traditionnels, tels que le savon vierge à base d'huile de noix de coco, les bonbons à la noix de coco et les briquettes de charbon de noix de coco, positionnant ainsi le secteur pour passer à la production à valeur ajoutée.

Afin d'encourager la collaboration intersectorielle, un forum spécifique a été organisé pour établir des liens entre les industries de la noix de coco et du tourisme, en soulignant le potentiel de promotion durable de la noix de coco avec les possibilités de gestion des déchets. Des collaborations ont également été établies avec le ministère du Commerce et de l'Industrie et l'Autorité de l'Enseignement Technique et du Développement des Compétences pour avoir accès à une formation technique et entrepreneuriale pertinente.

Grâce à des partenariats avec d'autres initiatives de l'OIT sur la formalisation, la transition juste et la numérisation des MPME, les producteurs de noix de coco de Siargao ont pu bénéficier d'un soutien plus large, permettant une économie verte inclusive et résiliente.

En combinant des mesures de relance immédiates avec une approche globale de développement tournée vers l'avenir, le projet de l'OIT a non seulement revitalisé le secteur de la noix de coco de Siargao, mais a également contribué à la résilience des communautés et a établi une voie durable pour une croissance économique à long terme.



L'impact en un coup d'œil

- À la fin de l'année 2024, voici ce qui a été réalisé: 81 personnes (20 femmes, 11 jeunes) étaient employées dans le cadre du programme de restauration «argent contre travail» et étaient inscrites à des régimes de protection sociale. Parmi eux, 75 étaient employés à la préparation des terres et à la plantation de cocotiers, tandis que six ont été affectés à des postes de surveillance pour assurer le respect des normes de SST et des bonnes pratiques agricoles.



► *Entrepreneure spécialisée dans les bonbons à la noix de coco à Siargao.*

- 27 personnes (huit femmes, 11 jeunes) ont suivi la formation culinaire sur la cuisine à base de noix de coco.
- Trois groupes de travail de l'industrie ont été mis en place au sein du secteur de la noix de coco pour guider le développement de la chaîne de valeur.
- Les inscriptions aux régimes de protection sociale ont quadruplé à mesure que les projets ultérieurs ont intensifié et institutionnalisé les mécanismes établis par l'initiative.



Pourquoi ça marche

✓ Pertinence

Le projet a soutenu la promotion des emplois verts et des compétences pour les emplois verts en favorisant des pratiques agricoles durables, en améliorant les chaînes de valeur et en intensifiant les efforts d'adaptation aux changements climatiques grâce à une approche participative multipartite qui a répondu aux besoins à court et à long terme. En obtenant l'adhésion des gouvernements locaux et nationaux, et en s'associant à des projets et des programmes alignés, l'initiative a pu améliorer ses résultats.

✓ Innovation

L'initiative était novatrice en ce qui concerne l'emploi, la protection sociale et la transition juste grâce à une approche intégrée pour reconstruire l'avenir de l'industrie de la noix de coco dans un petit cadre insulaire, un programme commun à de nombreuses îles axées sur le tourisme aux Philippines et à d'autres pays producteurs de noix de coco.



Approche inclusive

✓ Protection sociale

Le projet a intégré les mécanismes de protection sociale en tant que pierre angulaire de ses stratégies à court et à long terme. En facilitant l'inscription des producteurs de noix de coco vulnérables aux régimes de sécurité sociale et d'assurance maladie, tels que le système de sécurité sociale (SSS), PhilHealth et le Fonds Pag-IBIG²⁸, le projet a fourni des conditions plus sûres pour qu'ils puissent participer activement à la relance du secteur.

Les services ont été fournis par l'intermédiaire de la Caravane des Services de Protection Sociale de Siargao, qui a rassemblé des organismes clés tels que E-Gov PH,²⁹ PhilSys³⁰ et le Ministère du Travail et de l'Emploi. La caravane a offert une gamme de services, notamment l'émission de numéros SSS, le traitement des demandes de prêts et de prestations, l'inscription de nouveaux membres et le soutien de l'accès aux services virtuels Pag-IBIG.

Cette approche intégrée a permis de développer les services dans le cadre du projet Se Relever de Crises Multiples par la Formalisation Intégrée de l'Economie Informelle avec la Protection Sociale et le Travail Décent aux Philippines, qui a finalement facilité l'enregistrement de 340 personnes dans divers régimes de protection sociale.



Ressources

- ▶ Page web du projet: OIT, "[Rebuilding Better Coconut Economy: Integrated Inclusive Recovery Model from Super Typhoon Rai \(Odette\) and Overlaying Crises](#)".
- ▶ OIT, "[Tatak Siargao, Sustainable Siargao: Bridging between Coconut and Tourism Stakeholders' Forum](#)".



Contact

Hideki Kagohashi, kagohashi@ilo.org

²⁸ Le Fonds Pag-IBIG est une agence gouvernementale qui fournit des services d'épargne et de prêt au logement aux travailleurs philippins.

²⁹ E-Gov PH est une plateforme numérique centralisée permettant d'accéder aux services gouvernementaux.

³⁰ PhilSys est le système d'identification national.

Irak

Renforcer la résilience par le biais de politiques et de financements en faveur des emplois verts et de l'entrepreneuriat

Points clés	
Dans le cadre de la stratégie plus large de relèvement et de résilience de l'Irak, l'OIT intervient aux niveaux macro, méso et microéconomique pour favoriser un environnement politique favorable et renforcer les capacités institutionnelles afin de soutenir une transition vers une économie plus verte offrant des possibilités de travail décent et des compétences pertinentes pour les jeunes.	L'accent a été mis sur la promotion de l'entrepreneuriat vert par la création de prêts verts et le développement de services de développement des entreprises vertes. Des initiatives de formation ont également été utilisées pour développer les capacités de formation professionnelle en matière d'emplois verts et de compétences pour les emplois verts.
Programme/projet	Secteurs
► Agence italienne de Coopération au Développement, Union européenne; ► UNHABITAT	Économie verte; Énergie renouvelable; Gestion des déchets.
Organisations responsables	
► OIT; ► Ministère du Travail et des Affaires Sociales; ► Ministère de l'Environnement, Conseil suprême de la jeunesse;	► Banque centrale d'Iraq; ► Ministère du Commerce; ► Fédération Iraquienne des Industries.
Dates actives	
► Janvier 2023 à aujourd'hui	



Aperçu du pays

L'Irak est confronté à une grande vulnérabilité au changement climatique, avec une chaleur extrême dépassant les 45°C, une baisse des précipitations et des risques croissants tels que les sécheresses, les inondations et les tempêtes de poussière. L'agriculture, qui emploie 20% de la main-d'œuvre, est particulièrement touchée, avec une sécheresse en 2021 qui a exacerbé les pertes de récoltes et de bétail et les débits des rivières qui devraient diminuer de 50% d'ici 2030.

Les problèmes économiques et environnementaux de l'Iraq sont aggravés par une forte dépendance à l'égard du pétrole, qui a représenté au cours de la dernière décennie 99% des exportations, 85% du budget du Gouvernement et 42% du PIB.³¹ Le pays est également aux prises avec un taux de chômage élevé, en particulier chez les jeunes, avec des taux de chômage atteignant 13,5% en 2024.³² L'un des principaux obstacles au renforcement de la résilience a été l'absence d'une approche cohérente et stratégique entre les institutions nationales pour promouvoir le développement durable et l'écologisation de l'économie. Il n'y avait pas de rôles ou d'objectifs clairement définis dans ces directions parmi les principales parties prenantes nationales telles que les organismes gouvernementaux, les services publics de l'emploi (SPE), les établissements d'enseignement, les entités financières et les entreprises, ce qui a empêché une action efficace.

³¹ Banque Mondiale, "[The World Bank in Iraq](#)".
³² OIT, "[Press Release on Five Years of Promoting Decent Work in Iraq: A Journey of Resilience, Partnership and Impact](#)", 7 Mars 2025.



La pratique en action

En réponse, l'OIT s'est engagée avec un large éventail de partenaires nationaux pour soutenir la réforme des politiques et renforcer les capacités institutionnelles afin de développer l'économie verte. Cette approche a été mise en œuvre dans le cadre d'une stratégie globale qui comble les lacunes politiques, favorise le soutien institutionnel et financier à la croissance des MPME vertes et ouvre des opportunités pour les jeunes et les femmes dans l'économie verte grâce à un meilleur accès au développement des compétences, aux services aux entreprises et aux services financiers.

Au niveau politique, l'OIT a soutenu le gouvernement dans l'élaboration d'une nouvelle politique des MPME axée sur les entreprises vertes et les pratiques commerciales écologiques. Il s'est également efforcé de jeter les bases du plan d'action national de l'Irak pour une économie verte.

L'OIT a également travaillé avec la Banque Centrale d'Irak et d'autres institutions financières pour sensibiliser le public aux entreprises vertes et encourager le développement de produits de prêts verts pour les nouvelles entreprises vertes ou pour l'écologisation des entreprises. Ces efforts comprenaient le renforcement des capacités des institutions financières et du Département des Prêts du Ministère du Travail, à l'appui de matériels de formations ciblées en collaboration avec le Centre international de formation de l'OIT (CIF-OIT).

Les services publics de l'emploi (SPE), qui sont des institutions centrales pour le bon fonctionnement du marché du travail, ont été mobilisés dans tous les gouvernorats, y compris Bagdad, et ont acquis de nouvelles capacités pour promouvoir l'emploi dans l'économie verte. Les conseillers du PSE ont bénéficié d'un nouveau programme de «formation de formateurs» sur les emplois dans l'économie verte, basé sur le rapport de l'OIT intitulé *Comment travailler dans l'économie verte?*,³³ mais adapté aux jeunes dans le contexte irakien. Depuis, les conseillers du PSE ont appliqué cette formation pour sensibiliser les jeunes demandeurs d'emploi aux opportunités du secteur vert et pour aider les employeurs à identifier les professions vertes émergentes et les besoins en compétences.

Le contenu de l'article *Comment travailler dans l'économie verte?* a également été diffusé plus largement par le biais de vidéos d'animation ciblant la jeunesse irakienne, couvrant des sujets tels que l'économie verte, l'entrepreneuriat vert, les emplois verts et les compétences pour les emplois verts. Ces vidéos ont été visionnées plus d'un million de fois sur les réseaux sociaux de l'OIT, du Ministère de l'Environnement et du Ministère du Travail.

L'OIT a également collaboré avec des prestataires de services de développement des entreprises (SDE) pour organiser un «camp d'entreprises vertes» axé sur les modèles et principes d'entreprise verts intégrés, dotant ainsi les participants d'outils pour promouvoir le développement durable des entreprises. Plus de 700 stagiaires ont été initiés aux concepts d'entreprises vertes dans le cadre de l'initiative Camp d'Entreprises Vertes, renforçant ainsi la capacité des fournisseurs de SDE à soutenir les entreprises durables et favorisant un réseau d'entrepreneurs verts pour soutenir davantage la création d'emplois verts dans le secteur des MPME.

L'OIT a également aidé les centres de formation professionnelle (CFP) à concevoir et à mettre en œuvre de nouveaux programmes de formation sur la gestion des déchets et l'installation de systèmes solaires. Le CFP de Bassorah offre désormais une formation spécialisée à plus de 500 jeunes, en intégrant des cours d'économie verte dans son programme.

³³ OIT, [How to Work in the Green Economy? Guide for Young People, Job Seekers and Those Who Support Them](#), 2022.



L'impact en un coup d'œil

En 2025, les objectifs suivants ont été atteints:

- Une nouvelle politique de développement des MPME a été formulée par le gouvernement avec l'engagement et l'appropriation des principales organisations patronales et des organisations entrepreneuriales.
- Les accords conclus avec la Banque Centrale d'Irak et deux institutions financières ont ouvert l'accès aux prêts à 150 entreprises vertes et ont encouragé d'autres institutions financières à développer des produits de prêts verts pour les MPME.
- 80 conseillers du PSE ont suivi une formation de formateurs sur l'économie verte. Grâce à ces programmes, plus de 700 jeunes (dont 40% de femmes) ont acquis de nouvelles connaissances sur l'économie verte, ses principes et leur application dans tous les secteurs.
- Un nouveau centre de PSE a également été créé à Bassorah, qui bénéficie d'un soutien technique continu pour promouvoir les opportunités d'emplois verts.
- Ces résultats au niveau institutionnel et politique ont été accompagnés d'interventions directes, notamment la dispensation de formations sur le commerce vert et l'éducation financière à plus de 700 entrepreneurs irakiens (Camp d'Entreprises Vertes), assurant la participation d'un fort pourcentage de femmes entrepreneurs (45%).

- *Formateur guidant des étudiants dans le développement de compétences vertes.*





Pourquoi ça marche

✓ Pertinence

Les activités de l'OIT ont permis de répondre aux besoins pressants du sud de l'Irak, qui est gravement touché par le changement climatique. En renforçant les capacités locales et en promouvant l'emploi vert inclusif, l'approche soutient non seulement la reprise et la transformation économiques, mais améliore également la résilience aux chocs environnementaux et économiques.

✓ Durabilité

En intégrant les principes verts dans les politiques gouvernementales et les systèmes institutionnels – tels que ceux des centres de PSE, des institutions financières, des prestataires de services de développement des entreprises et des établissements de formation – l'initiative favorise l'engagement à long terme des principales parties prenantes institutionnelles à promouvoir les emplois verts par la croissance d'entreprises vertes et d'une main-d'œuvre qualifiée.

✓ Cohérence des politiques

Les efforts de l'OIT soutiennent les objectifs plus larges de développement durable du pays en s'alignant sur les politiques nationales de l'Irak et en les renforçant, en particulier par le biais de la politique de développement des MPME, qui fournit à son tour un cadre pour l'élaboration de plans d'action pour les entreprises vertes.



Approche inclusive

✓ Prise en compte de l'égalité des sexes

Le travail de l'OIT promeut l'égalité d'accès aux opportunités de l'économie verte pour les hommes et les femmes en favorisant un cadre politique et institutionnel qui encourage la participation active des femmes à l'économie verte par le biais de programmes de formation inclusifs et d'initiatives soutenant la croissance des entreprises vertes.

✓ Participation et représentation

La participation des parties prenantes a été assurée dans le cadre de différentes activités au sein d'un large éventail d'institutions, notamment la Chambre de Commerce, la Fédération Iraquienne de l'Industrie, la Fédération Iraquienne du Commerce (avec une sensibilisation dans les chambres au niveau des gouvernorats) et avec plusieurs chambres industrielles. Le Conseil Suprême de la Jeunesse s'est efforcé d'atteindre les jeunes, et de multiples canaux sont utilisés pour maximiser l'engagement, par exemple par le biais du gouvernement local, des plateformes de médias sociaux, des établissements d'enseignement, des salons de l'emploi et des campagnes comme la Semaine de l'Inclusion Financière.

✓ Inclusion des personnes difficiles à atteindre et/ou les plus vulnérables

L'OIT s'efforce de promouvoir la fourniture d'une formation ciblée sur l'économie verte et d'un soutien financier aux jeunes et aux personnes handicapées, en favorisant un accès inclusif au marché du travail.



Ressources

- [كيف تعمل في الاقتصاد الأخضر في العراق](#) *Comment travailler dans l'économie verte en Irak, 2023 – en arabe)*
- Vidéos d'animation – OIT, «Sensibilisation: économie verte»:
 - [Épisode 1](#)
 - [Épisode 2](#)
 - [Épisode 3](#)
 - [Épisode 4](#)
- OIT, "[Empowering Women Entrepreneurs in Southern Iraq](#)", 7 Mars 2024.
- OIT en Irak, "[EU-Funded Project in Basra Set to Transform Services for Job-Seekers](#)", 13 Mars 2025.
- OIT en Irak, "[Activities on the International Day of Micro, Small, and Medium Enterprises](#)", 3 Juillet 2024.



Contact

Amal Bani Awad, Baniavvad@ilo.org



Organisation internationale du Travail
Route des Morillons 4
CH-1211 Genève 22
Suisse
T: +41 (0) 22 799 61 11
E: emplab@ilo.org

 ilo.org

© Organisation internationale du Travail 2025